

LE DEVOIR



CHRISTOPHER FURLONG AGENCE FRANCE-PRESSE

Le premier ministre britannique David Cameron a visité hier, en compagnie de M^{re} Desmond Tutu, un repaire datant de l'époque de la lutte contre l'apartheid, à Johannesburg. Il a mis fin précipitamment à sa visite en Afrique du Sud afin de pouvoir s'adresser au Parlement à propos de l'affaire Murdoch.

SCANDALE DES ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES

La tempête se rapproche de Cameron

- Le premier ministre écourte sa visite en Afrique du Sud
- Rupert Murdoch et son fils James comparaissent aujourd'hui

La tempête médiatique déclenchée par le scandale des écoutes téléphoniques imputées à News of the World se rapproche dangereusement de David Cameron, qui a écourté hier sa visite en Afrique du Sud afin de s'adresser au Parlement demain. Aujourd'hui, Rupert Murdoch, le baron de la presse, son fils James et Rebekah Brooks, la « reine des tabloids » déchue, sont convoqués devant une commission des médias à la Chambre des communes.

Le premier ministre britannique « va rentrer

pour préparer la déclaration qu'il fera au Parlement le lendemain matin [demain] », a indiqué l'un de ses conseillers à la presse à l'aéroport de Johannesburg. Hier matin, lors de sa conférence de presse commune avec le président sud-africain, Jacob Zuma, Cameron avait demandé aux parlementaires britanniques de prolonger leur session demain.

« Je demande au Parlement de siéger une journée de plus mercredi de façon à ce que je puisse faire une autre déclaration et informer la Chambre des

derniers développements de l'enquête et répondre aux questions concernant ce qui a été annoncé aujourd'hui », a déclaré David Cameron.

Depuis Pretoria, il a répondu aux propos du chef de la police britannique, Paul Stephenson, qui l'a indirectement mis en cause en établissant

VOIR PAGE A 8: CAMERON

■ L'éditorial de Serge Truffaut, page A 6: Au tour de Cameron

RESSOURCES HUMAINES

Ottawa coupe en catimini

Les milieux artistique, communautaire, autochtone et industriel sont durement touchés

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Les coupes budgétaires se poursuivent au ministère des Ressources humaines à Ottawa. Le gouvernement conservateur a retranché en catimini au moins 17 millions de dollars d'un programme destiné à former de la main-d'œuvre qualifiée dans des secteurs d'activité ciblés. Le milieu artistique, les services de garde, les groupes autochtones et les organismes communautaires sont notamment touchés. Plusieurs sont encore sous « le choc » et attendent des explications cette semaine.

Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, Ottawa a décidé de revoir en profondeur son Programme des conseils sectoriels. Les conseils sectoriels regroupent les employeurs et syndicats d'une industrie donnée ainsi que le milieu de l'éducation, dans le but d'offrir des outils de formation taillés sur mesure pour ce secteur. Le gouvernement fédéral finance 35 de ces conseils à raison d'un demi-million de dollars chacun en financement de base, en plus du financement par projet. Ottawa a annoncé il y a deux semaines que ce financement de base prendrait fin en mars 2013. Pour les plus petits

VOIR PAGE A 8: OTTAWA

■ Des voix s'élèvent en soutien au studio Wapikoni mobile, page A 8

LES EXPROPRIÉS DE TURCOT (6)

Kate: « Je suis une fille à béton ! »

Depuis samedi et durant toute la semaine, *Le Devoir* vous emmène à la rencontre des expropriés du 780, rue Saint-Rémi, un immeuble presque centenaire du quartier Saint-Henri, à Montréal, qui sera rasé pour céder la place à l'échangeur Turcot. Aussi à découvrir en vidéo à *ledevoir.com*.

VALÉRIAN MAZATAUD

Kate Anglehart, trente-cinq ans, l'avoue tout de go: « Je suis une fille à béton. Ça m'inspire tellement! » Sur une de ses dernières toiles, qui préfigure sa nouvelle série, une vue de l'échangeur Turcot en contre-plongée occupe tout l'espace vertical, dans un camaïeu de béton et de bitume, gris, noir et cendre. « Le trafic, c'est vivant, j'ai une bonne vibration avec » lui, assure cette native de l'Abitibi, qui se dit maintenant incapable de vivre en campagne.

Là où la plupart des gens verraient une autoroute qui leur empoisonne la vie et la vue, Kate Anglehart voit une inépuisable source d'inspiration. Il faut dire que la jeune tatoueuse, bien

VOIR PAGE A 8: BÉTON



VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

L'artiste Kate Anglehart voit dans une autoroute une source d'inspiration inépuisable.



KAYLE PETROZZA AGENCE FRANCE-PRESSE

LOUISIANE

Les terrains marécageux s'enfoncent dans la mer

■ À lire en page A 4

POLICE DE MONTRÉAL

Les étudiants en guerre contre le projet GAMMA

■ À lire en page A 3



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La designer de mode Tammy Beauvais et son mari, qui porte une création inspirée de la tradition autochtone.

TAMMY BEAUVAIS, CRÉATRICE DE MODE

Une petite touche d'Iroquoisie

CAROLINE MONTPETIT

C'est lorsqu'elle avait huit ans et qu'elle devait assister à une cérémonie traditionnelle à Kahnawake que Tammy Beauvais a décidé de devenir designer de mode. La petite fille, dont la mère était mère de clan, rêvait en effet d'avoir un costume traditionnel iroquois comme elle en avait vu dans d'autres réserves aux États-Unis, mais elle n'en trouvait aucun à Kahnawake.

La petite Tammy se met donc en tête de

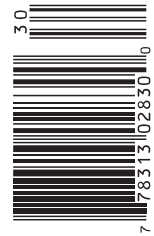
confectionner son propre costume, pour l'une des nombreuses cérémonies d'actions de grâce qui ont lieu chaque année, à la maison longue de Kahnawake, pour saluer le cycle des saisons.

Des décennies plus tard, Tammy Beauvais tient sa boutique de vêtements, Tammy Beauvais designs, inspirés de la tradition iroquoise, rue Clay Mountain, à Kahnawake. On y trouve des vêtements modernes, mais ornés de ce petit quelque chose qui témoigne de la longue tradition autochtone de la Confédération iroquoise des six nations.

VOIR PAGE A 8: IROQUOISIE

INDEX

Annonces.....	A 4	Idées	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 6
Culture.....	B 8	Monde.....	A 5
Décès.....	A 4	Mots croisés..	B 6
Économie.....	B 1	Sudoku.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



ACTUALITÉS

Rencontre des ministres de l'Énergie

L'exploitation durable des sables bitumineux est possible, assure le ministre Oliver

LAUREN KRUGEL

Kananaskis, Alberta — Les ministres de l'Énergie du pays se sont rendus hier à Kananaskis (Alberta) pour commencer à débattre d'une stratégie énergétique pancanadienne, bien qu'ils demeurent très divisés sur la tournure que devrait prendre une telle politique.

Le ministre fédéral des Ressources naturelles, Joe Oliver, et certains de ses homologues provinciaux et territoriaux ont visité trois emplacements d'exploitation des sables bitumineux dans le nord de l'Alberta dimanche et hier, avant de rejoindre leurs collègues dans les Rocheuses pour leur conférence annuelle.

Le ministre Oliver a affirmé que, après ces visites, il était plus convaincu que jamais que

cette ressource peut être développée de manière durable, ce qui révélerait être, selon lui, un «*avantage énorme*» pour le Canada.

«*Le gouvernement du Canada et mes collègues provinciaux partagent le même souci d'une exploitation de cette ressource qui soit acceptable d'un point de vue social et écologique, mais aussi le désir que nous l'exploitions de façon à ce que l'ensemble des Canadiens puissent en bénéficier*», a-t-il ajouté.

M. Oliver a tenu ces propos à un petit aéroport en périphérie de Calgary, où les ministres sont montés à bord d'un autocar qui devait les conduire à Kananaskis, à environ une heure de route de là.

Les ministres se sont rendus sur les sites de Cenovus Ener-

gy Inc., de Syncrude Canada Ltd. et de Canadian Natural Resources Ltd.

Les ministres du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique n'étaient pas présents lors de ces visites, a fait savoir le ministre albertain de l'Énergie, Ron Liepert.

«*Une image vaut mille mots et une visite vaut mille images*», a-t-il lancé, déplorant l'absence de certains ministres mais se félicitant du déroulement des visites.

Nouveaux marchés

Le ministre Liepert a réitéré l'importance pour le Canada de trouver davantage de marchés pour son pétrole brut si le pays souhaite réaliser ses ambitions de superpuissance énergétique.

«*Pour l'instant, nous n'avons qu'un seul client et ce sont les*

États-Unis. Il ne fait pas de doute que le Canada ne deviendra pas une superpuissance dans le secteur avec un seul client. À mon avis, c'est un point de départ tout naturel», a expliqué M. Liepert.

Un groupe d'écologistes a par ailleurs acheté une pleine page de publicité dans l'édition de l'Ouest du quotidien national *Globe and Mail*, dans laquelle ils expriment leurs craintes que la rencontre des ministres ne soit qu'une coquille vide.

Dans leur publicité, ils soutiennent que l'élaboration d'une stratégie pancanadienne de l'énergie est valable si elle est bien faite, mais qu'elle ne doit pas être un simple prétexte pour justifier une exploitation pétrolière accrue.

La Presse canadienne

Gaz de schiste

Les opposants intensifieront leurs moyens de pression

PATRICE BERGERON

Québec — Les opposants aux gaz de schiste intensifieront leurs moyens de pression au cours de l'automne prochain afin de gagner la bataille de l'opinion publique.

Outre des projets de manifestations, ils mettront notamment sur pied une table ronde sur les sources d'énergie nouvelles, pour proposer des solutions de rechange aux gaz de schiste et ne pas se cantonner au rôle d'opposition.

«*Moi, j'en ai un peu ras-le-bol de cette espèce d'énoncé du gouverne-*

ment selon lequel nous sommes des éco-anarchistes», a déploré un des porte-parole des regroupements d'opposants, Paul Lamoureux, qui a confirmé, dans une entrevue donnée hier à La Presse canadienne, la tenue de la table ronde. Il a défendu sa réputation, lui qui a eu une longue carrière dans le domaine scientifique à titre de chercheur en biologie, comme beaucoup de ses camarades dans cette lutte.

Il a déclaré que les opposants devaient proposer des solutions alternatives parce que le gouvernement prend fait et cause pour l'industrie des gaz de schiste.

«*Le gouvernement a réussi à faire croire à une certaine portion de la population que ce serait une catastrophe si on ne sortait pas du sol ces gaz de schiste, alors qu'il y a des solutions alternatives que le gouvernement devrait proposer aux citoyens, mais il ne le fait pas parce qu'il est trop engagé dans le mouvement d'appui à cette industrie.*»

Selon lui, il s'agit bel et bien d'une bataille pour convaincre l'opinion publique du bien-fondé des sources d'énergie nouvelles.

La table ronde devrait réunir environ 400 personnes, des ex-

perts dans le domaine de l'énergie, chimistes, biologistes, géologues, en septembre.

«*Ce sont des gens qui en connaissent autant que les experts des entreprises, mais on n'a pas les moyens financiers de faire valoir notre point de vue comme on le voudrait.*»

Une autre représentante des opposants, Lucie Sauvé, a dit qu'il fallait ainsi intensifier les moyens de pression à l'automne en guise de «*stratégie de résistance*».

Et, par ailleurs, «*on développe de plus en plus un argumentaire*» pour faire valoir «*la solution de rechange énergétique*» au Québec, parce que «*le projet gazier est insensé*», a-t-elle déclaré dans un entretien téléphonique accordé à La Presse canadienne.

«*S'il y a un pays dans le monde qui a le potentiel, les ressources et le talent pour devenir un leader des sources d'énergie alternatives, c'est le Québec*», a dit Mme Sauvé, qui est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, à l'Université de Québec à Montréal.

Un autre des porte-parole des groupes d'opposants, Pierre Brazeau, voit l'intensification des moyens de pression comme un «*crescendo*» pour contrer «*l'entêtement*» du gouvernement et de l'industrie à exploiter la filière gazière.

Il cite en exemple la nouvelle campagne lancée récemment par les opposants. En effet, plutôt que de faire circuler une pétition dont ils doutent de l'influence véritable, les regroupements font signer des formulaires juridiques par les citoyens des zones convoitées par les gazières. Les signataires refusent ainsi que les gazières utilisent leur terrain; à défaut de respecter ce refus, celles-ci s'exposent à des poursuites.

La Presse canadienne

Atlantis: un ultime adieu à la Station spatiale

Le retour sur Terre prévu jeudi vient clore le programme des navettes de la NASA

JEAN-LOUIS SANTINI

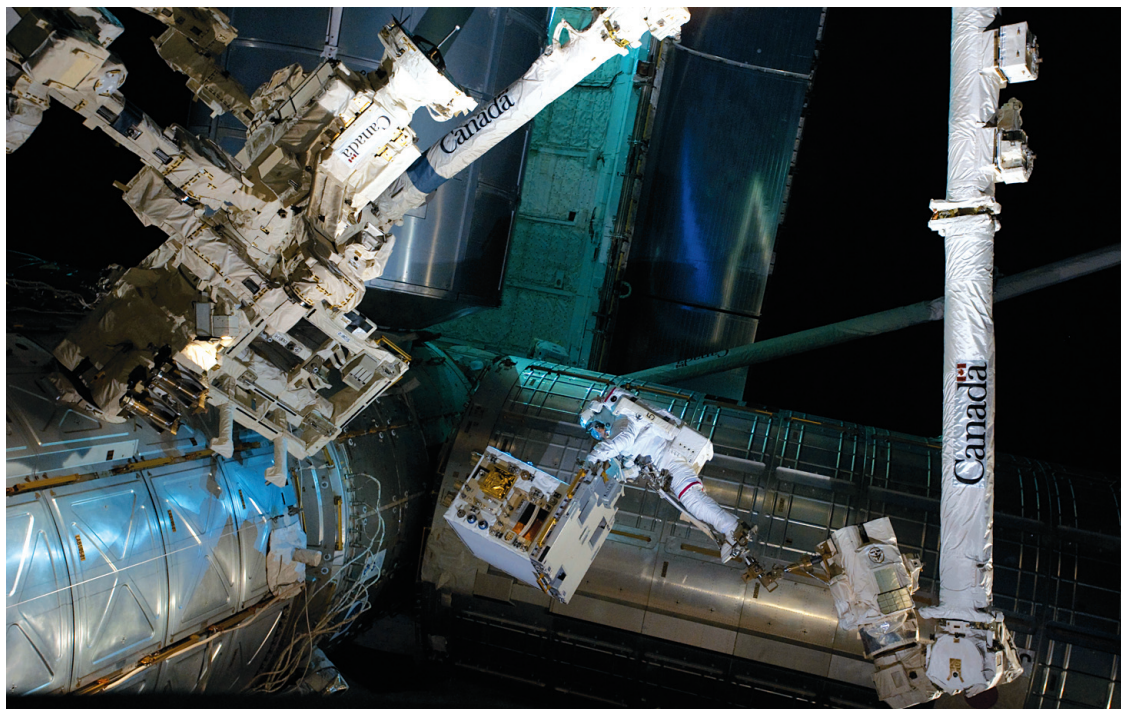
Washington — Les quatre astronautes d'Atlantis ont fait leurs adieux hier à leurs six collègues de la Station spatiale internationale (SSI), mettant fin à l'ultime visite d'une navette américaine à l'avant-poste orbital, dont elle doit se désamarrer tôt aujourd'hui pour revenir sur la Terre.

Le sas séparant Atlantis de la SSI a été verrouillé à 14h28 GMT, avec plus d'une heure de retard sur l'horaire prévu, bouclant ainsi une visite de près de huit jours à la Station, la 37^e de l'histoire.

Peu avant, l'équipage d'Atlantis, trois hommes et une femme, avait dit au revoir à ses six collègues de la SSI lors d'une cérémonie, échangeant des poignées de mains et de chaleureuses accolades.

«*Nous refermons ce sas et ainsi un chapitre de l'histoire de notre pays*», a dit Ronald Garan, l'un des deux astronautes américains, membre de l'équipage permanent actuel de la SSI, selon les images retransmises par la télévision de la NASA.

«*À l'avenir, lorsqu'un autre vaisseau spatial [américain] s'amarrera à cet endroit de la Station avec un nouvel équipage et que ce sas sera ouvert, nous inaugurerons une nouvelle ère et nous lèverons les couleurs américaines pour cet événement*», a-t-il ajouté.



L'astronaute américain Mike Fossum lors de sa dernière sortie, hier, à l'extérieur de la Station spatiale internationale

«*Quand ce drapeau sera un jour ramené sur la Terre par des astronautes venus à bord d'un vaisseau américain, ce ne sera pas la fin de son périple, car il est destiné à quitter l'orbite basse de la Terre, peut-être vers une destination lunaire ou Mars*», a dit de son côté Chris Ferguson, le commandant de bord d'Atlantis.

L'équipage d'Atlantis a apporté ce drapeau américain qui se trouvait à bord du premier vol

dans l'espace d'une navette, celui de Columbia, le 12 avril 1981.

Ce drapeau a été attaché à la porte du sas de la Station où est amarrée Atlantis et il y restera jusqu'à la prochaine visite d'un vaisseau américain, probablement construit par le secteur privé en partenariat avec la NASA. Mais il ne sera probablement pas prêt à voler avant 2015 au plus tôt.

Atlantis est attendue, si la météo le permet, jeudi peu avant six heures du matin sur la piste du Centre spatial Kennedy, près de Cap Canaveral (Floride), mettant fin à une mission de 13 jours et à l'ère de la navette spatiale américaine, qui a duré trois décennies, le plus long programme de la NASA.

Agence France-Presse

EN BREF

Vastes pannes de courant

Des milliers de clients sont privés de courant au Québec en raison d'orages violents. Environ 46 000 clients d'Hydro-Québec demeuraient affectés hier, en début de soirée, par les pannes d'électricité qui sont survenues la veille à la suite

d'orages. Les régions les plus durement touchées ont été l'Outaouais et les Laurentides, mais des pannes ont également été signalées dans les régions de Lanaudière, de l'Abitibi et du Saguenay. Des équipes d'Hydro-Québec étaient sur le terrain depuis dimanche soir pour tenter de rétablir le courant dans les zones touchées. — La Presse canadienne

de recherche.

La Société canadienne du cancer en fait toujours plus dans la lutte contre tous les cancers.

Devenez bénévole. Faites un don. facebook.com/scqquebec

Damien D'Amours, chercheur subventionné par la Société canadienne du cancer.

Société canadienne du cancer

1 888 939-3333 | cancer.ca

l'ÉCOLE d'ÉTÉ

DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

18 AU 21 AOÛT 2011

À L'ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE À MONTRÉAL

UNE ÉCOLE DE CITOYENNETÉ AUX AIRS DE FESTIVAL POUR LES 13 À 35 ANS

INSCRIVEZ-VOUS!
www.inm.qc.ca/ee2011
f ecoledete

8^e ÉDITION

- › Leadership politique
- › Révolution arabe
- › Ressources naturelles
- › Justice alimentaire
- › Métiers engagés
- › ...

AVEC :

- › Claudette Carbonneau
- › Jean-François Lépine
- › Dominic Champagne
- › Emmanuelle Latraverse
- › Samian
- et plusieurs autres

95 \$ incluant 4 repas et l'état du Québec

Enrichir Québec LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

ÉTS Le génie pour l'industrie

LE DEVOIR Libre de penser

ACTUALITÉS

Réduction des heures de garde Les médecins résidents voient leur gain contesté devant le tribunal

LIA LÉVESQUE

Les médecins résidents, qui avaient eu gain de cause devant un arbitre contre les gardes de 24 heures en établissement, viennent d'apprendre que la cause est contestée devant le tribunal.

Le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) a déposé une requête en révision judiciaire devant la Cour supérieure de Montréal contre la décision rendue par l'arbitre Jean-Pierre Lussier en faveur des médecins résidents.

La Fédération des médecins résidents avait contesté les gardes de 24 heures en établissement et avait réussi à faire réduire ces gardes à 16 heures, en juin dernier.

Dans sa requête, le CUSM affirme d'abord que la preuve des effets si néfastes des gardes de 24 heures n'a pas été faite. «L'arbitre rend ainsi une décision incorrecte en acceptant, en période de négociations, de vagues prétentions de fatigue, de risques ou de dangers, sans preuve sérieuse ou rigoureuse d'atteinte concrète à l'intégrité ou à la sécurité des médecins résidents», affirme le CUSM dans sa requête.

Le CUSM soutient ensuite que le délai de six mois qui a été accordé pour se conformer aux gardes de 16 heures n'est pas suffisant pour adopter les changements requis.

Il affirme aussi que l'arbitre a excédé ses pouvoirs, puisqu'il ne s'agit pas d'un différend concernant l'interprétation de la convention collective. «L'essence du litige n'est pas une question de relations de travail ou d'interprétation ou de prétendue violation de la convention collective, mais uniquement une prétention d'illégalité de cette disposition comme contraire» aux chartes, mentionne la requête.

Or la convention collective a été convenue et acceptée par la Fédération des médecins résidents, souligne le CUSM dans sa requête.

Résidents déçus

En entrevue avec La Presse canadienne, le président de la Fédération des médecins résidents, le docteur Charles Dussault, s'est dit déçu de la requête en révision judiciaire, qu'il dit accueillir avec un sentiment d'incompréhension et de lassitude.

«On est extrêmement surpris pour plusieurs raisons, mais la principale, c'est que, dans les heures qui ont suivi la décision arbitrale, l'ensemble des intervenants se disaient satisfaits et voyaient d'un bon œil la migration vers les gardes de 16 heures, y compris le ministre de la Santé, Yves Bolduc», a rapporté le docteur Dussault.

Il faut mentionner que des gardes de 16 heures existent déjà dans plusieurs établissements.

«Pour nous, c'est une question de sécurité. C'est une question de sécurité pour le patient, à qui on a le devoir de prodiguer les soins les plus sécuritaires possibles, c'est-à-dire s'assurer qu'on est dans un état mental et physique adéquat pour lui offrir les meilleurs soins. Et on sait clairement que nos facultés, que ce soit notre capacité à faire des prescriptions, à faire des gestes techniques, à raisonner, sont moins bonnes. On fait plus d'erreurs quand on travaille 24 heures. En plus du fait que, pour la sécurité du résident, que ce soit le risque de se piquer avec des aiguilles, de conduire la voiture à la fin d'une garde, les risques sont beaucoup plus grands», a conclu le docteur Dussault.

Il attribue la requête en révision du CUSM à «une résistance au changement», tout simplement.

Le docteur Dussault ne croit pas que les gardes de 16 heures coûtent plus cher pour l'administration que les gardes de 24 heures. «Pas du tout. Les horaires de garde sont faits de toute façon par les résidents. On garantit qu'on va avoir une couverture qui est au moins équivalente à celle qu'on a actuellement. Donc, il n'y a aucune raison pour qu'il y ait des frais supplémentaires engendrés», a-t-il opiné.

La Presse canadienne

EN BREF

Transparence dans le monde: un rôle majeur pour le Canada?

Ottawa — Le Canada pourrait jouer un rôle majeur dans une initiative mondiale pour la transparence, qui est en cours pour l'instant à ses premiers balbutiements, a fait savoir la commissaire fédérale à l'information, hier. Le Partenariat pour une gouvernance transparente (PGT), coprésidé par huit États et plusieurs organismes de la société civile, tente d'obtenir des engagements concrets de la part des pays en matière de promotion de la transparence et de lutte contre la corruption. L'initiative découle de la volonté du président américain, Barack Obama, de favoriser les pratiques démocratiques dans les États en les encourageant à adopter des normes claires en matière d'ouverture. — La Presse canadienne



MICHEL DAVID

La chronique de Michel David fait relâche. De retour le 30 août.



M^e Véronique Robert, de la Ligue des droits et libertés, et Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSE, en conférence de presse, hier à Montréal

Hausse des droits de scolarité

L'ASSÉ se dit victime d'un profilage politique

MARCO BÉLAIR-CIRINO

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) compte traîner le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) devant la Commission des droits de la personne afin de le forcer à mettre fin aux activités de «l'escouade GAMMA», qui cible les «mouvements marginaux» et les «anarchistes».

La fonction de ce projet de Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes (GAMMA) «bafoue de manière flagrante» l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne, qui stipule que «toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur [notamment] les convictions politiques», a fait valoir hier le porte-parole de l'ASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

L'étudiant estime que les quatre arrestations faites dans la foulée de l'occupation des bureaux du ministre des Finances, Raymond Bachand, le 24 mars, puis de ceux de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), le 31 mars, avaient un «caractère politique».

M. Nadeau-Dubois appréhende d'autres arrestations, alors que l'ASSE s'appête à sonner la mobilisation contre l'augmentation des droits de scolarité. «Jamais n'aura-t-on vu, dans un service de police, une volonté si claire et si assumée de casser les reins du mouvement étudiant non seulement en arrêtant ses militants et ses militantes, mais en visant précisément ses représentants élus», a la veille d'une «lutte historique» pour préserver l'accès aux études postsecondaires.

«On ne peut pas empêcher la police d'intervenir lors de manifestations qui tournent mal. On ne peut pas empêcher la police de surveiller des manifestations, mais que la police enquête de manière continue sur des jeunes qui sont militants, c'est très troublant et c'est très épuisant», a ajouté M^e Véronique Robert, de la Ligue des droits et libertés.

Pas une escouade

Le ministre des Finances avait annoncé, lors du dépôt de son dernier budget, que les droits de scolarité (2168 \$ en 2011-2012) seront haussés de 325 \$ par année à partir de l'année scolaire 2012-2013.

Le porte-parole du SPVM, Ian Lafrenière, s'affairait hier à re-

prendre ceux qui définissaient GAMMA comme une escouade. «Je ne veux pas jouer sur les mots. Quand on parle d'une «escouade», ça vient avec un budget et une équipe. Dans le cas présent, c'est vraiment un projet; il y a un début et une fin», répétait-il. Le projet GAMMA a été «activé» lors de la manifestation du 1^{er} mai, au cours de laquelle sept policiers «avaient été attirés dans un guet-apens», puis malmenés. Il n'a rien à voir avec les manifestations étudiantes de la fin de mars, a-t-il assuré.

Ce sont des enquêteurs du centre d'enquête sud qui ont mis le grappin sur les trois hommes et une femme, au lendemain de l'occupation des bureaux de Raymond Bachand et de la CREPUQ, et non ceux qui se sont vu confier le projet GAMMA. «Les gens n'ont pas été arrêtés en raison de leur affiliation politique, mais parce qu'ils ont commis des actes criminels», a-t-il poursuivi, balayant du revers de la main les accusations de l'ASSE selon lesquelles la police suit à la trace les figures de proue du mouvement étudiant. «Les gens qu'on surveille, ce sont les gens qui commettent des actes criminels.»

Le Devoir

John Baird est en Chine pour discuter commerce et droits de la personne

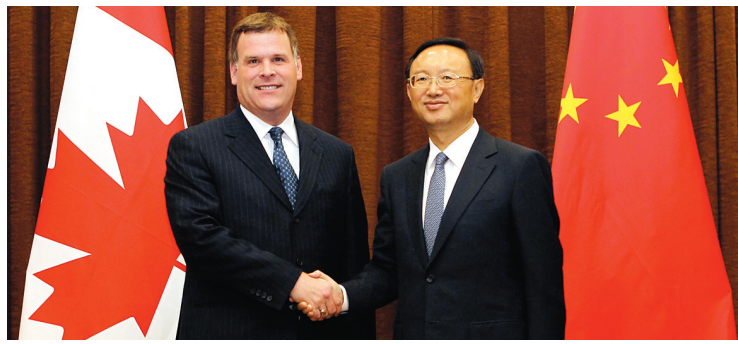
Ottawa — Le ministre canadien des Affaires étrangères, John Baird, a affirmé hier à Pékin que les relations avec la Chine vont continuer à s'améliorer et qu'il espère un accroissement des investissements et du commerce avec ce pays.

M. Baird effectue sa première visite en Chine à titre de ministre des Affaires étrangères. Il a indiqué hier qu'il avait discuté de commerce, d'investissements et de droits de la personne lors de sa rencontre avec son homologue chinois, Yang Jiechi.

Lors d'une téléconférence depuis la capitale chinoise, John Baird a déclaré qu'il voyait dans l'engagement et la discussion les clés pour continuer à améliorer les relations entre les deux pays. Mais le dossier d'extradition de l'un des présumés criminels les plus recherchés par Pékin devra suivre son cours normalement, sans intervention d'Ottawa.

L'homme d'affaires Lai Changxing est derrière les barreaux au Canada et lutte, depuis plus d'une décennie, pour éviter d'être extradé en Chine. Il y est accusé d'avoir orchestré un réseau de trafic illégal de biens, pour des milliards de dollars.

Le ministre Baird a expliqué



John Baird et son homologue chinois, Yang Jiechi, hier à Pékin

que la justice canadienne analyserait le dossier et qu'il n'avait aucun rôle à jouer dans cette affaire.

Le gouvernement conservateur a été critiqué il y a quelques années pour avoir négligé ses relations avec la Chine, mais le ministre a assuré que les choses avaient changé depuis.

Stephen Harper a visité la Chine il y a deux ans et la relation a pris du mieux depuis, a-t-il plaidé. «La Chine est notre deuxième partenaire commercial, a-t-il affirmé. Il y a d'importants investissements chinois au Canada, soit 14 milliards, contre quatre milliards en investissements canadiens en Chine.»

Les ministres Baird et Yang

ont notamment discuté des investissements chinois dans les ressources naturelles du Canada.

«Nous sommes ouverts à d'autres investissements, a fait valoir M. Baird. Notre gouvernement sera toujours prêt à intervenir pour défendre l'intérêt national si les affaires ne rapportent pas un bénéfice net au Canada. Mais, jusqu'à maintenant, nous estimons qu'il y a un bénéfice net pour le Canada.»

M. Baird quittera la Chine jeudi pour se rendre à Bali, en Indonésie, où il participera jusqu'à dimanche à une réunion ministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

La Presse canadienne

Municipalités québécoises

Revenu Canada a le feu vert pour enquêter sur les finances

SIDHARTHA BANERJEE

L'Agence du revenu du Canada (ARC) a reçu l'autorisation du tribunal de se pencher sur les finances d'environ 150 municipalités du Québec, dans le cadre de sa vaste enquête sur de possibles cas d'évasions fiscales.

Un juge de la Cour fédérale a donné son feu vert aux avocats du gouvernement lors d'une courte audience, hier matin, à Montréal.

Le tribunal avait déjà approuvé le mois dernier la consultation d'un premier lot de documents concernant 88 municipalités à l'est de Montréal et il a fait de même hier pour les autres villes.

L'agence fédérale veut obtenir des informations précises sur les entreprises et les consultants auxquels des municipalités ont versé de l'argent.

«L'objet de cette démarche est de vérifier si les personnes qui ont reçu des montants se sont conformées à la loi et ont déclaré les sommes dans leur déclaration de revenus», a expliqué l'avocate du ministère de la Justice, Dominique Castagne, qui représentait le ministère en cour.

Cette décision survient alors que les dépenses de certaines municipalités du Québec sont scrutées à la loupe et au moment où des maires connus sont l'objet d'enquêtes du ministère provincial des Affaires municipales.

Le Québec est aux prises avec des allégations de corruption impliquant le secteur de la construction, des gens d'affaires liés au cercle politique et des groupes criminels comme la mafia.

L'ARC veut analyser des centaines de contrats accordés par certaines administrations municipales entre 2007 et 2010. De petits contrats de déneigement comme d'importants contrats de construction seront examinés.

L'ARC a précisé que ce n'était pas la première fois que cette demande d'informations était formulée auprès des municipalités concernées.

Le gouvernement libéral a créé en février une unité anticorruption présentée comme la première en son genre au Canada. Les autorités s'étaient inspirées du service d'enquête sur la corruption municipale de la ville de New York. Le premier ministre Jean Charest a toutefois refusé à maintes reprises de créer une commission d'enquête relativement à ces allégations.

La plupart des grandes villes de la province, dont Québec, Laval, Saguenay et Longueuil, étaient visées par la requête d'hier. Montréal avait déjà fait l'objet d'une requête semblable l'an dernier.

De petits villages sont aussi ciblés, comme Saint-Benoît-du-Lac, où habitent 48 personnes, ou Kingsbury, dont la population est de 90 habitants.

L'agence fédérale a demandé une liste détaillée des individus ou des entreprises auxquels des sommes autres que des salaires ont été versées pendant les années précitées.

Les fonctionnaires municipaux auront environ six semaines pour faire parvenir les documents à l'Agence du revenu du Canada.

La Presse canadienne

Amphithéâtre de Québec

Les avis sont partagés sur une modification législative permanente

ALEXANDRE ROBILLARD

Québec — Des représentants réunis au sein d'un comité ministériel ne s'entendent pas encore sur la nécessité d'adopter des modifications législatives permanentes, à la suite des questions soulevées par l'octroi sans appel d'offres d'un contrat pour l'amphithéâtre de Québec, a déclaré hier la Fédération québécoise des municipalités (FQM).

Ce comité a été formé en juin par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), après que le premier ministre Jean Charest ait décidé de reporter à septembre l'adoption d'un projet de loi controversé qu'a réclamé le maire de Québec, Régis Labeaume.

Outre la FQM, il est composé de représentants de l'Union des municipalités du Québec ainsi que des villes de Montréal et de Québec, qui ne font partie d'aucun des deux regroupements municipaux.

Le président de la FQM, Bernard Généreux, a affirmé que son regroupement n'a pas encore déterminé si des modifications à la Loi sur les cités et villes sont nécessaires pour clarifier la situation par laquelle M. Labeaume a octroyé un contrat de gestion au conglomérat Quebecor sans recourir au processus d'appel d'offres.

«D'après ce que j'en sais, de ce comité de travail, les avis sont partagés, a-t-il dit. Il y en a qui expriment le point de vue qu'on a ce qu'il faut dans notre cadre juridique actuel pour faire la job correctement.»

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Le Mississippi emporte la Louisiane

L'eau qui se déverse dans le delta noie jour après jour les espaces marécageux

PASCAL LAPOINTE

La Nouvelle-Orléans — La Louisiane s'enfoncé dans la mer. Elle perd l'équivalent d'un terrain de football... par jour! Une guerre a été déclenchée ici... et la nature est en train de la gagner.

«La scène [est celle] d'un affrontement direct entre le gouvernement des États-Unis et le fleuve Mississippi», résumait dès 1980 une étude de l'Université d'État de la Louisiane... et elle accordait la victoire au fleuve.

«Les gens qui vivent ici ont beaucoup plus à perdre de ce qui arrive en Antarctique et au Groenland que qui que ce soit d'autre» aux États-Unis, résume Torbjorn Tornqvist, géologue et paléoclimatologue de l'Université Tulane.

Difficile de le croire, en observant ces paisibles bayous — des rivières si tranquilles qu'en certains endroits elles se transforment en marécages. Et pourtant, lorsque le Mississippi monte, ces bayous montent et avalent tout ce qui les entoure. Dans quelques années, les sentiers où l'on marche aujourd'hui seront peut-être à jamais sous l'eau, comme toute la Réserve naturelle Barataria dont ils font partie, au sud de La Nouvelle-Orléans.

Imaginez un entonnoir tenu à la hauteur des yeux: c'est l'Amérique du Nord. Le Québec se tient sur la crête, en haut à droite. Les Rocheuses, à gauche. Vous versez une chaudière d'eau dans l'entonnoir. Une petite partie déborde à droite: ce sont les inondations du Richelieu. Le reste, tout le reste, se rue vers le tuyau de sortie: c'est la Louisiane.

«Toute la région s'enfoncé, et nous nous enfonçons à la même vitesse que le golfe du Mexique monte»

Avec pareilles quantités d'eau, tous les fleuves du monde charrient aussi des millions de tonnes de sédiments. Ce sont eux qui, au fil des millénaires, créent des îles et des péninsules, au milieu desquels se fauillent ruisseaux et bayous. Il s'agit d'un delta. C'est le sud de la Louisiane. Avec, pour conséquence, des terres humides, sur le fil du rasoir, puisqu'elles sont presque au même niveau que la mer.

Dès 1718, les Français qui fondent La Nouvelle-Orléans s'en aperçoivent: leurs fondations et leurs champs se remplissent d'eau, et cette eau peut y rester des mois. Ils construisent des murs, des digues et des canaux de dérivation. D'autres villes en construisent aussi, plus haut: Baton Rouge, Vicksburg, Memphis... Comme la puissance du fleuve se déchaîne plus fort là où prennent fin les barrières, il faut en construire d'autres. Plus haut. Et encore plus haut.

Et ça dure ainsi depuis 300 ans. Les sédiments ne sont plus déposés çà et là: ils vont se perdre au fond du golfe du Mexique. Donc, plus de nouvelles terres, et celles qui sont là disparaissent progressivement, lessivées par les inondations et les ouragans.

«Bien sûr que nous nous enfonçons: nous vivons dans un delta», s'indigne un autre géologue louisianais, Steve Nelson, chaque fois qu'on lui pose la question. «Ça ne devrait pas être une nouvelle.»

Tarzan était ici

À 20 km au sud de La Nouvelle-Orléans, rue des Chênes (Oak Street), dans le quartier Oak Ridge, il reste des chênes qui n'ont pas été sacrifiés à l'urbanisation. Mais à 100 km au sud-ouest, à Morgan City, là où il y avait des chênes, il y a de l'eau. Le journaliste John McPhee, un autre à qui l'on doit la métaphore de la guerre (*The Control of Nature*, 1989), raconte que le premier film *Tarzan of the Apes*, en 1918, a été tourné à Morgan City. Ce qui est aujourd'hui une étendue d'eau libre était la jungle de Tarzan.



Les basses terres marécageuses sises dans le delta du fleuve Mississippi sont de plus en plus submergées. La Louisiane perd ainsi chaque jour l'équivalent d'un terrain de football de territoire terrestre.

Au bout de cette étendue d'eau libre, Morgan City, tel un village gaulois, est entourée d'une palissade de sept mètres de haut. Si on y a mis tant d'efforts, c'est parce que l'industrie du pétrole dans le golfe du Mexique en a fait son port d'attache.

À l'inverse, de nombreux villages des bayous Lafourche et Teche, les terres des Cajuns, sont abandonnés ou en voie de l'être. Cas d'épave: l'île Jean-Charles, 350 habitants, presque tous des Amérindiens cajuns francophones, qui est passée de 6,5 km de large à... 400 mètres de large.

«Toute la région s'enfoncé, et nous nous enfonçons à la même vitesse que le golfe du Mexique

monte. Vous n'avez pas besoin d'être scientifique pour comprendre ce que cela signifie», disait, au quotidien local *Times-Picayne*, Windell Curole, directrice du District des digues de la paroisse de South Lafourche.

À la sortie de la Réserve Barataria, la route croise un mur anti-inondations en cas d'ouragan: quatre mètres de haut et des dizaines de kilomètres de long. Il n'est pas là pour protéger la réserve, mais les villes à côté. De toute façon, ouragan ou pas, si le niveau des mers n'augmente que d'un ou deux mètres au XXI^e siècle — réchauffement climatique oblige — la réserve sera condamnée. Les petits sentiers sont tout au plus

à 50 cm au-dessus des sols où, partout où se porte l'œil, il n'y a que des terres noires fraîchement humidifiées ou des marais.

Et pour être bien sûr que les visiteurs n'auront pas la témérité de sortir des sentiers pour aller patauger dans une boue à la consistance incertaine, une affiche dans toutes les haltes leur signale qu'il est interdit de nourrir... les alligators.

Amener de la terre

C'est comme si on avait construit La Nouvelle-Orléans sur une éponge. Aujourd'hui, la moitié de la ville centrale s'est enfoncée sous le niveau de la mer: c'est la partie qui a été submergée lorsque l'ouragan *Katrina*, en 2005, a fait céder des digues.

Résultat: on se promène dans des rues où, quartiers riches et pauvres confondus, on trébuche régulièrement sur une portion de trottoir qui gondole: une partie du sous-sol s'est enfoncée. Les habitants acceptent comme une réalité incontestable les fissures dans leurs murs, les planchers qui penchent et les terrains qui doivent être nourris de cargaisons de terre chaque année.

Des cargaisons de terre: à l'échelle de tout leur État, c'est la même solution qui pourrait sauver la Louisiane dans cette guerre contre la nature. Mais c'est plus facile à mettre en œuvre quand il ne s'agit que d'un petit terrain...

Qui sacrifier?

Si des terres s'enfoncent sous l'eau, il est possible de compenser en créant de nouvelles terres. En Louisiane, cela signifie redonner au Mississippi la possibilité d'aller déposer des sédiments à des endroits stratégiques. Mais, pour cela, il faut sacrifier d'autres territoires — et les bayous des Cajuns figurent en tête de liste.

Il y a 3000 ans, le Mississippi passait par ce qui est aujourd'hui le bayou Teche; il y a 800 ans, par le bayou Lafourche. En théorie, il serait possible de construire des canaux de dérivation pour qu'il repasse par là. On noierait du coup les villages cajuns qui ne l'ont pas encore été, mais on permettrait au fleuve de déposer des millions de tonnes de sédiments, ce qui freinerait, croit-on, le processus d'enfoncement sous la mer de la Louisiane.

Une solution plus radicale consisterait à se servir du bassin du fleuve Atchafalaya. Cela ferait prendre au Mississippi une route plus directe vers le golfe du Mexique, plutôt que de virer à l'est comme il le fait maintenant.

Sauf qu'à l'est se trouve La Nouvelle-Orléans. Envoyer le fleuve plein sud signifierait la mort de son port, donc d'une bonne partie de son économie. On voit mal comment des politiciens locaux approuveraient.

Plus fondamentalement, qui décide? Le Corps des ingénieurs, une création de l'armée américaine au XIX^e siècle, qui gère aujourd'hui des milliers de kilomètres de digues, d'écluses, de canaux et de barrières anti-inondations, n'a jamais identifié ce qui devrait être sauvé, selon une analyse de l'Académie nationale des ingénieurs en 2008. «Il n'y a pas assez d'argent, et il n'y a pas assez de boue, pour faire tout ce que nous voulons faire», déclarait en avril Denise Reed, de l'Université de La Nouvelle-Orléans, pendant une rencontre de l'Autorité de protection et de restauration des côtes, un organisme qui dépend de la Louisiane — alors que le Corps des ingénieurs dépend du gouvernement fédéral.

Le 4 juillet, après une attente de plus de trois ans, le Corps des ingénieurs a dévoilé un plan de reconstruction d'une portion d'un rivage dominant sur le golfe: des dunes de deux mètres de haut, s'étendant sur 20 km. Rien que pour ça, il en coûtera 446 millions.

Agence Science-Presse

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES
ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

**DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez **avant 14h30** pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **514-985-3322**
Télécopieur: **514-985-3340**
petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

160
APARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

GRANDE-ALLÉE, près métro.
Beau 5 1/2, chauffé, eau chaude
balcons, 1000\$
514-342-4918, 514-217-4918

NDG - Spacieux 4 et 5 1/2
Tout inclus, 855\$ - 1 040\$ plancher
bois, vue parc, plafond haut, poss.
garage, balcon 514-684-5993

OUTREMONT - 1044 LAURIER
Grand 4 1/2 entièrement rénové
6 électros ménagers 1595\$
514 924-4384 514 591-2030
ndecary@comwellmgt.ca

170
HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
Tl équipé, très ensoleillé. Sur jardin
Sem/mois 514 272-1803

176
CHALET À LOUER

**BORD DU FLEUVE :
L'ISLET-SUR-MER**
Cantons de villégiature.
Location à la semaine.
1 888 845-8586 514 522-8229
oieblandchesurmer.com

185
CHAMBRES

PLATEAU - Jolie ch. meublée
dans 5 1/2. Endroit paisible.
Pers. mature, autonome et propre.
480\$/m 514 522-5533

301
ŒUVRES D'ART

ŒUVRES D'ART à vendre
www.oeuvresdarta.com

307
LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
4487 de la Roche/Mt-Royal

401
POSTES CADRES ET PROFESSIONNELS

Concessionnaire de véhicules est à la recherche d'un contrôleur-comptable avec expérience (CA - CGA). Connaissance du système Autopack. Salaire compétitif et avantages sociaux. C.V. : Linda.p48@hotmail.com

501
OCCASIONS D'AFFAIRES

Jeune compagnie de construction en pleine expansion recherche financement pour ses projets.
450-589-0730 demander Suzanne

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTI ?
Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

695
AUTOMOBILES

VOLVO 960 FAMILIALE, 1995.
261 000 km. Bien entretenue
(factures disponibles). 2 350\$.
450 677-8046 514 772-8046 (cell).

WESTFALIA 1989
Très bonne condition.
Conduite manuelle.
Jamais sorti l'hiver, 14 500\$.
514 277-2856

Contactez **LE MÉMORIEL** pour publier un ou des :

AVIS DE DÉCÈS FAIRE-PART
REMERCIEMENTS
CONDOLÉANCES
ANNIVERSAIRES HOMMAGE
IN MEMORIAM

Téléphone : 514 525-1149
necrologie@lememorial.com

NOTRE ADRESSE :
107 - 1855 du Havre,
Montréal H2K 2X4

LOGEMENT À LOUER

PROMOTION 24 JOURS

9 \$*
/JOUR

petitesannonces@ledevoir.com
514 985-3322 ou 1 800 363-0305
* Certaines conditions s'appliquent.

PUBLIEZ DANS

& Charme prestige

et obtenez **deux** annonces encadrées pour seulement **55 \$*** de plus

petitesannonces@ledevoir.com
514 985-3322 ou 1 800 363-0305
* Certaines conditions s'appliquent.

170
HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
Tl équipé, très ensoleillé. Sur jardin
Sem/mois 514 272-1803

501
OCCASIONS D'AFFAIRES

Jeune compagnie de construction en pleine expansion recherche financement pour ses projets.
450-589-0730 demander Suzanne

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.
LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.
Merci de votre attention.

Les petits frères des Pauvres

La famille des personnes âgées seules

Pour donner

1.866.627.8653

LE MONDE

Révolte en Syrie

Flambée de violence religieuse à Homs

« Les chrétiens restent en dehors de tout ça »

Le calme est revenu hier dans la ville syrienne de Homs après de violents affrontements qui ont fait une trentaine de victimes au cours de la fin de semaine, l'armée ayant par ailleurs pénétré dans plusieurs autres villes du pays.

Amman — La Syrie a connu ce week-end sa première flambée de violence religieuse depuis le début des manifestations contre Bachar al-Assad, à l'occasion d'affrontements entre partisans et opposants du régime à Homs.

La répression menée par le président syrien, contesté depuis quatre mois par des manifestations dans tout le pays, l'isole de plus en plus sur la scène internationale, comme en témoigne le rappel de l'ambassadeur qatari à Damas. Au moins 30 personnes sont mortes à Homs (centre) lors de combats entre des habitants alaouites, partisans du président syrien, et des opposants sunnites, a annoncé hier Rami Abdelrahmane, président de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme.

Homs est un bastion de l'opposition au régime depuis que l'armée a fait irruption dans la ville pour écraser des manifestations il y a deux mois. Elle est aussi un condensé de la mosaïque religieuse syrienne, avec

une majorité sunnite et les minorités alaouite — branche du chiisme — et chrétienne.

« Ces affrontements constituent une évolution dangereuse qui handicape la révolution et sert les intérêts de ces ennemis, qui veulent la transformer en guerre civile », a dit l'ONG syrienne dans un communiqué.

Tension

Mohammed Saleh, un militant résidant à Homs, a dit que les affrontements avaient cessé hier, mais que l'ambiance était tendue. Les cadavres de quatre alaouites ont été trouvés samedi avec les yeux crevés et six corps supplémentaires ont été découverts dimanche, ce qui a déclenché les affrontements.

« Les chrétiens restent en dehors de tout ça », a dit un avocat habitant à Homs. « En fait, il y a deux quartiers armés à Homs et les tribus commencent à régler leurs comptes avec le régime », a-t-il ajouté sous couvert de l'anonymat.

« C'est l'arroseeur arrosé. Le régime pensait qu'en armant les tri-

bun avec des AK-47 il s'assurerait leur loyauté éternelle. Mais la répression les a fait passer à la rébellion », a-t-il analysé. Dans l'est, la population de Bou Kamal, à la frontière avec l'Irak, négociait hier avec l'armée assiégeant la ville, selon plusieurs témoignages. L'armée est tentée de donner l'assaut après plusieurs défections de soldats qui devaient mater des manifestations. Selon les habitants, des soldats alaouites sont arrivés de l'ouest du pays après des manifestations ayant rassemblé des milliers de personnes et faisant suite au meurtre de cinq manifestants par des agents de renseignement du régime.

Les soldats et la police secrète n'ont pu contenir les manifestants. Des habitants rapportent qu'une centaine de membres de l'armée de l'air ont rejoint les manifestants, ainsi que les occupants de quatre véhicules militaires au moins. Le Qatar a ajouté hier à l'isolement de la Syrie en rappelant son ambassadeur à Damas, après avoir fermé sa mission diplomatique, a appris Reuters auprès de diplomates dans la capitale syrienne.

Les liens entre Doha et Damas, alliés avant les premières manifestations en Syrie, se sont

distendus à mesure que les sunnites étaient visés par les forces de sécurité du président. L'ambassade a été fermée la semaine dernière à la suite de deux attaques de miliciens fidèles à Bachar al-Assad.

L'Union européenne, dont plusieurs membres avaient commencé à réhabiliter le régime syrien ces dernières années, continue de condamner la répression et doit réfléchir, dit Londres, à de nouvelles sanctions.

Les Vingt-Sept ont déjà gelé les avoirs et les visas de 34 personnalités ou entités syriennes.

« La situation reste très sérieuse et se détériore plutôt », a dit le secrétaire au Foreign Office britannique, William Hague, à l'issue d'une réunion des ministres européens des Affaires étrangères à Bruxelles.

« Jusqu'à ce que cette violence inacceptable contre la population civile s'arrête et que des progrès importants soient accomplis pour répondre aux aspirations démocratiques légitimes du peuple syrien, l'UE poursuivra et renforcera sa politique actuelle, y compris par l'intermédiaire de sanctions », a ajouté le chef de la diplomatie britannique.

Reuters



Nelson Mandela, hier, entouré de sa famille: « Vivre longtemps! »

Nelson Madela a eu 93 ans

« Joyeux anniversaire! »

Johannesburg — L'Afrique du Sud a fêté hier le 93^e anniversaire de Nelson Mandela: les enfants des écoles ont chanté en son honneur tandis que nombre d'hommes politiques et d'anonymes ont multiplié les bonnes actions en hommage à son engagement politique.

A l'initiative de sa fondation, le 18 juillet est devenu le « Mandela Day » (Journée Mandela), une journée reconnue par l'ONU pendant laquelle tout le monde est invité à aider ses semblables pendant 67 minutes, conformément aux valeurs défendues par l'ancien président sud-africain.

Ces 67 minutes représentent les années qu'il a consacrées à son combat pour une démocratie multiraciale.

Dans toutes les écoles d'Afrique du Sud, plus de 12 millions d'enfants ont chanté, avec plus ou moins de bonheur, un « joyeux anniversaire » africainisé à celui que tout le monde appelle affectueusement « Madiba ».

Radios et télévisions retransmettaient la chanson, que tous les habitants du pays avaient été invités à reprendre en chœur.

« Il doit se reposer, il n'a pas le droit de tomber malade. Il doit vivre longtemps », a dit à l'AFP Kabelo Masemola, 10 ans, qui venait de chanter dans une école de Johannesburg.

Tous les journaux faisaient leur sur l'anniversaire du plus célèbre des Sud-Africains, des partis politiques et des entreprises publiant des pages alliant publicité et bons vœux.

The Times proposait un jeu des sept erreurs sur la photo du grand homme et la recette de son plat préféré, un ragoût de queue de boeuf.

« L'héritage de Mandela incarne la sagesse, la force et la grâce, et pour l'anniversaire de sa naissance, nous saluons l'exemple de sa vie. [...] Au nom du peuple des États-Unis, nous félicitons Nelson Mandela, et honorons sa vision pour un monde meilleur », a souligné dans un message le président américain Barack Obama.

« Comme premier président d'une société libre et démocratique en Afrique du Sud, il a posé les bases d'une société véritablement non raciale, non sexiste, démocratique et prospère », a renchéri le président sud-africain Jacob Zuma dans son message de vœux, concluant par un regretteux « joyeux anniversaire, Madiba. Nous l'aimons! »

Zuma en a profité pour dédier à Nelson Mandela la campagne de recrutement de leur parti, le Congrès national africain (ANC), qui espère atteindre le million d'adhérents — contre 914 000 actuellement — d'ici le centenaire du mouvement l'an prochain.

La ligue de jeunesse de l'ANC a appelé ses adhérents à remplacer leur photo sur les réseaux sociaux par celle de Mandela. Dans le cadre d'opérations souvent par-

rainées par les médias ou des syndicats, les Sud-Africains étaient appelés à nettoyer ou repeindre écoles, orphelinats et hospices, réparer des cabanes délabrées dans les bidonvilles, distribuer des colis aux plus démunis, donner leur sang, etc.

De nombreux hommes politiques de tous bords ont ainsi fait leur bonne action hier, non sans l'avoir auparavant fait savoir.

Certains avaient déjà commencé pendant le week-end. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a élargi l'opération, appelant tous les citoyens du monde à consacrer également 67 minutes de leur temps à faire le bien.

Président de 1994 à 1999, « Madiba » s'est retiré de la vie politique en 2004.

Sa santé étant devenue fragile, il se fait désormais rare. Il a fêté son anniversaire en famille dans son village de Qunu, dans la province du Cap oriental, dans le sud du pays. Le président Jacob Zuma lui a rendu visite dans l'après-midi.

Il lui a présenté la maquette d'un nouveau pont devant désenclaver Mvezo, le village des environs où Nelson Mandela est né, le 18 juillet 1918.

Agence France-Presse

E N B R E F

Échec pour Berlusconi

Milan — Les avocats de Silvio Berlusconi ont échoué hier à dessaisir le tribunal de Milan de l'affaire dans laquelle le chef du gouvernement italien est accusé d'avoir payé pour avoir des relations sexuelles avec une mineure marocaine connue sous le nom de Ruby. La défense estimait que le « Rubygate » relevait de la compétence du Tribunal des ministres, qui se réunit à la demande du Parlement pour juger les dossiers impliquant des responsables publics. Le refus du juge de dessaisir le tribunal ouvre la voie à l'audition des témoignages dans l'une des quatre affaires en cours mettant en cause le président du Conseil italien à Milan. Silvio Berlusconi réfute toutes les accusations et accuse pour sa part le tribunal de Milan de le poursuivre pour des raisons politiques. — Reuters

Vidéo talibane

Islamabad — Les talibans ont rendu publique une vidéo, hier, montrant des combattants exécutant 16 policiers pakistanais membres du service de police tribal dans une pluie de décharges, après qu'ils eurent été capturés lors d'une opération transfrontalière effectuée à partir de l'Afghanistan, en juin. Dans la vidéo, on peut voir les policiers alignés à flanc de colline, les mains attachées derrière le dos, faisant face à des combattants talibans armés et arborant des foulards pour cacher leur visage. L'un des insurgés accuse les policiers d'avoir exécuté six enfants dans le district pakistanais de Swat Valley. L'homme a dit des policiers qu'ils étaient les ennemis de la religion d'Allah. Lui et plusieurs autres combattants ont ensuite fait feu en direction des policiers, qui se sont écroulés au sol. Plusieurs d'entre eux gémissaient encore, et l'un des insurgés s'est approché des policiers et tiré dans la tête de l'un d'eux. — AP

Charaf hospitalisé

Le Caire — Le premier ministre égyptien, Essam Charaf, a été hospitalisé, hier, au Caire pour une chute de tension, mais son état est jugé stable, a-t-on appris d'une source proche des services de sécurité. Le chef du gouvernement égyptien, nommé en mars, est soumis à d'importantes pressions depuis plusieurs semaines, notamment en raison de la colère de certains manifestants, qui considèrent que les réformes tardent à venir depuis la chute de l'ancien président Hosni Moubarak, le 11 février. — Reuters

Conflit en Libye

La rébellion affirme avoir pris Brega, le régime dément

Ajdabiya, Libye — Les rebelles ont affirmé hier s'être emparés du port pétrolier de Brega dans l'est libyen après plusieurs jours de combats, mais le régime a démenti en disant « contrôler totalement » la cité stratégique.

La prise de Brega, à 800 km à l'est de Tripoli et à 240 km au sud-ouest de Benghazi, fief des rebelles, représenterait une victoire majeure pour les rebelles et leur permettrait de se saisir d'infrastructures vitales pour l'avenir économique du pays.

« Le gros des forces de Kadhafi s'est retiré à Ras Lanouf », à une cinquantaine de km à l'ouest de Brega, a déclaré Shamseddine Abdelmolah, un porte-parole des rebelles, précisant qu'il restait 150 à 200 loyalistes bloqués sur le site pétrolier.

« Leurs approvisionnements en nourriture et en eau sont coupés », a-t-il dit. « Ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils ne s'en rendent compte, nous espérons ne pas

verser le sang. »

Mais le porte-parole du régime de Mouammar Kadhafi à Tripoli a démenti, affirmant que les troupes loyalistes avaient repoussé l'offensive des rebelles en leur infligeant de lourdes pertes. Il a aussi reconnu 30 morts dans les rangs des pro-Kadhafi.

« Brega est complètement sous le contrôle de nos forces, aidées par les tribus et les volontaires, et tout ce qui a été annoncé par le soi-disant Conseil national de transition [organe des rebelles] relève du mensonge et de la désinformation », a déclaré à la presse le porte-parole, Moussa Ibrahim.

« Brega est l'avenir de la Libye et la richesse de ce pays et son maintien sous notre contrôle est une question de vie ou de mort », a-t-il dit. Selon lui, les rebelles ont « tenté de reprendre la ville, mais ont été repoussés, perdant dans la bataille 500 de leurs membres ».

Une source de la rébellion a

affirmé plus tôt que les troupes du régime chassées de Brega étaient commandées par l'un des fils de Mouammar Kadhafi, Moutassem.

Quoi qu'il arrive à Brega, le conflit, lancé le 15 février par une révolte contre le colonel Kadhafi qui reste combatif et refuse de quitter le pouvoir, est loin d'être terminé.

Sur le plan diplomatique, des émissaires américains ont récemment rencontré des représentants du régime de Kadhafi et ont exhorté à cette occasion le dirigeant libyen à céder le pouvoir, a déclaré hier une responsable américaine.

Cette rencontre à caractère exceptionnel a eu lieu après que les États-Unis, ainsi que d'autres pays occidentaux, ont reconnu vendredi le Conseil national de transition (CNT) libyen en tant qu'autorité légitime en Libye.

Agence France-Presse

Famine en Somalie

La FAO va se réunir d'urgence

Rome — L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) va organiser une réunion ministérielle d'urgence le 25 juillet pour aider la Somalie, en proie à une sécheresse exceptionnelle, a annoncé hier à l'AFP l'un de ses porte-parole.

Un peu plus tôt dans la journée, la France, qui préside le G20, avait annoncé avoir demandé cette réunion « pour lancer un programme exceptionnel d'aide à la Somalie ».

« Le gouvernement français a demandé que la FAO organise une réunion de haut niveau pour examiner la question de l'aide alimentaire et des situations de sécheresse à travers le monde et particulièrement dans la Corne de l'Afrique », a déclaré à l'AFP Erwin Northoff.

Selon lui, « tous les pays membres de la FAO [191 au total] ont été invités », de même que les autres organisations de l'ONU dont les sièges sont à Rome, comme le Programme alimentaire mondial (PAM), et les organisations non gouvernementales. « Il est encore trop tôt pour savoir si des chefs d'Etat participeront à cette réunion qui aura lieu au moins au niveau ministériel », a-t-il ajouté.

Douze millions de per-



Somaliennes cherchant à nourrir leurs enfants hier

sonnes manquent de nourriture dans la Corne de l'Afrique par suite de la sécheresse et des conflits armés, avait déclaré la semaine dernière à l'AFP un économiste de la FAO, Shukri Ahmed.

La sécheresse touche particulièrement Djibouti, l'Éthio-

pie, le Kenya, la Somalie et l'Ouganda. Depuis des semaines, les organisations humanitaires multiplient les appels à la mobilisation pour venir en aide aux millions d'habitants d'Afrique de l'Est (Somalie, Éthiopie, Djibouti, Kenya) frappés par ce qui pourrait être, selon les Nations unies, la pire sécheresse des dernières décennies.

Le premier ministre britannique, David Cameron, a estimé hier à Johannesburg que la sécheresse qui frappe actuellement l'Afrique orientale, était « la plus catastrophique » depuis une génération.

L'ONU a par ailleurs, procédé dimanche à sa première livraison d'aide alimentaire dans une zone contrôlée par la rébellion en Somalie, a annoncé l'organisation.

Cinq tonnes d'aide et de médicaments ont été transportées par avion vers la région de Baidoa, dans le centre de la Somalie, après que la rébellion eut autorisé l'action des agences humanitaires, a indiqué Iman Morooka, la porte-parole de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) en Somalie, soulignant qu'« il s'agit de la première opération de ce genre en deux ans ».

Agence France-Presse

Congédié ?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

ÉDITORIAL

L'affaire Murdoch

Au tour de Cameron

Depuis les débuts du scandale Murdoch, le premier ministre britannique, David Cameron, était parvenu à passer entre les gouttes de pluie. Ce n'est plus le cas. Il aura fallu que des hauts dirigeants de Scotland Yard démissionnent et que ses liens étroits avec les proches de Rupert Murdoch soient exposés pour qu'il soit désormais sur la sellette.

C'est au chef de Scotland Yard, Paul Stephenson, que revient la palme de la surprise. C'est lui en effet qui, lors de son discours de démission, a planté les piques de l'embarras dans la carapace politique du chef du gouvernement britannique en soulignant qu'il n'avait pas informé ce dernier des liens professionnels qu'il entretenait avec la hiérarchie policière avec un cadre supérieur de News Corp, propriété de Murdoch, à cause des relations que Cameron avait avec Andy Coulson, ex-patron de News of The World. Celui-ci fut nommé porte-parole du cabinet Cameron et a conservé ce poste jusqu'à ce qu'il soit dans l'obligation de quitter le navire au début de l'année. Accusé d'avoir couvert le piratage téléphonique lorsqu'il était salarié de Murdoch, Coulson est actuellement en liberté surveillée.

Hier matin, c'était au tour du numéro deux de Scotland Yard, John Yates, de remettre sa démission après une avalanche de critiques le concernant. On lui reproche d'avoir limité délibérément une précédente enquête sur les agissements de News Corp, qu'on sait aujourd'hui vicieux, totalement dénués d'éthique. On lui fait également grief d'avoir utilisé les services de conseils en communications d'un ex-dirigeant de News of The World. Bref, ses actes confirment, comme si besoin était, une alliance étroite entre les policiers et la partie la plus sombre de l'empire Murdoch.

En même temps que ces départs inattendus, un coup de massue a été asséné à la tête de l'empire en question mais également à Cameron. Rebekah Brooks, grande patronne de News Corp jusqu'à vendredi dernier, protégée de Citizen Murdoch et amie du premier ministre, a été arrêtée et interrogée pendant des heures et des heures. Elle est accusée d'avoir trempé dans l'histoire des écoutes interdites et d'avoir donné son aval à la rétribution de policiers contre des informations sensibles.

Cette cascade de démissions, d'arrestations — 10 jusqu'à présent — de copinages entre les uns et les autres donne l'impression, pour ne pas dire plus, que, lorsque l'ombre de Murdoch et les affaires de celui-ci sont dans les parages, Cameron manque singulièrement de discernement. Un, pour complaire à Murdoch et s'assurer de son soutien durant la dernière campagne électorale, Cameron a nommé Coulson patron des communications. Deux, une fois élu, il en a fait son porte-parole, alors que sa réputation avait été passablement ternie par l'histoire d'espionnage téléphonique. Ce n'est pas tout.

Grâce aux journalistes de The Guardian, encore eux, on sait aujourd'hui qu'après le dévoilement, en décembre dernier, de l'opposition du ministre chargé des communications au projet d'acquisition de toutes les actions de BSkyB par Murdoch, Brooks est intervenue auprès de son ami Cameron pour défendre les intérêts de son ami Murdoch. Après quoi, un changement de posture a été observé à l'avantage de Murdoch. Cette somme de petits arrangements entre copains, qui sont par ailleurs des puissants, est la mise en relief de ceci: l'oligarchie s'est installée à demeure sur les rives de la Tamise.

IQT

Capitalisme sauvage

«Savage» est le terme juste pour qualifier le congédiement des 1000 salariés canadiens effectué par la société IQT Solutions. Contrairement aux prescriptions de la Loi sur les normes de travail, aucun préavis n'a été fourni aux employés, qui ont dû quitter les lieux sur-le-champ vendredi dernier, et rien ne leur a été versé pour les dernières semaines de travail et les journées de vacances accumulées.

Spécialisée dans le soutien technique par téléphone, IQT Solutions agissait à titre de sous-traitante pour des sociétés comme Bell, un de ses gros clients qui venait précisément d'annoncer son intention de mettre fin à son contrat. Comme c'est souvent le cas avec ce genre de centres d'appels, IQT offrait un salaire de base modeste oscillant entre 9,50 \$ et 12,50 \$ l'heure, auquel pouvait se greffer une bonification selon le rendement.

Des 1000 employés d'Oshawa, de Laval et de Trois-Rivières, seuls les 140 Trifluviens venaient d'obtenir une accréditation syndicale. Ce facteur peut avoir joué dans la décision de l'entreprise, mais il ne l'excuse pas. Pas plus que d'éventuelles difficultés financières, qui ne devraient jamais servir de prétexte pour passer outre aux lois.

Au cours de la fin de semaine, la ministre québécoise du Travail, Lise Thériault, a qualifié d'«inacceptable» l'attitude de cette entreprise américaine, en ajoutant pourtant que, faute d'entente de réciprocité en matière de lois du travail avec les États-Unis, il pourrait être difficile, voire impossible, de récupérer l'argent dû aux travailleurs canadiens et québécois.

Voilà le genre de déclaration qui sonne comme un aveu du manque de détermination des autorités à colmater certaines brèches béantes dans nos lois du travail. On pense à la loi anti-fraude de grève ou encore à la loi sur les faillites qui place les caisses de retraite des employés au même rang que les autres créanciers lors d'une fermeture.

Mais on pense aussi à la loi québécoise des normes du travail, qui devrait donner à la commission du même nom le mandat de saisir les comptes débiteurs d'une entreprise dès lors qu'elle omet de payer ses employés sans s'être placée sous la protection des tribunaux.

En passant, une variante de cette proposition évoquée sur les ondes de la télévision publique, hier, ne pourrait-elle pas être suivie dès maintenant par la Commission des normes du travail, dont le mandat inclut déjà la responsabilité de percevoir l'argent dû aux travailleurs par les entreprises?

Au moment d'écrire ces lignes, la direction d'IQT Solutions n'avait toujours pas donné signe de vie aux autorités québécoises. Cela devrait inciter ministres et fonctionnaires à agir rapidement, au lieu d'entreprendre une longue enquête qui risque de se terminer une fois de plus en queue de poisson. Une déclaration d'appui politique aux victimes d'entrepreneurs aussi vicieux qu'IQT, c'est bien, mais des gestes concrets susceptibles de leur permettre de récupérer leur dû, c'est quand même mieux!

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

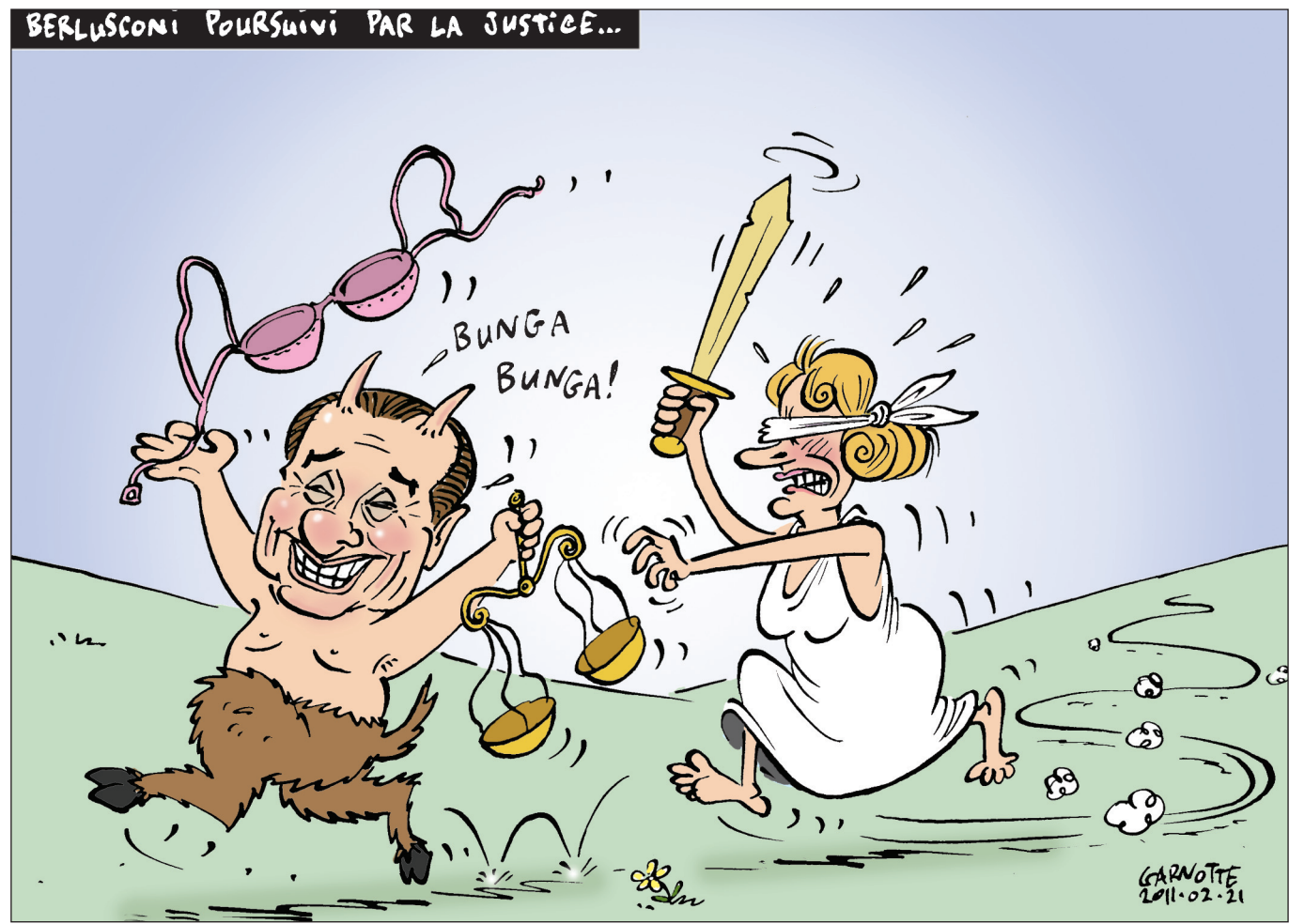
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



EN REPRISE

L E T T R E S

100 000 Elvis Gratton

Les dieux du rock-métal étaient sur la scène du Festival d'été de Québec, ville francophone, capitale nationale. Sur les plaines d'Abraham, haut lieu historique, 100 000 fidèles s'extasiaient devant le pur produit de la culture américaine. Le week-end dernier, plus 160 000 fans s'agenouillaient devant U2 à Montréal. Au même moment se produisait à Québec Elton John, foule record encore une fois. Pour célébrer la fête du Cadenas, le Canada recevait les adorables chouchous de la couronne britannique, la duchesse et le prince de Cambridge. Par contre, les festivités entourant la Fête nationale, tant à Québec qu'à Montréal, ont battu des records en matière de non-fréquentation.

Tout cela m'incite à me poser la question suivante: Pierre Falardeau et Julien Poulin, les auteurs d'Elvis Gratton, avaient-ils au fond raison de dénoncer l'américanisation du peuple québécois? Bien sûr, tout bon Québécois rit à gorge déployée devant les imbécillités inénarrables de Bob Gratton en se moquant de ce «gros crisse de cave». Dans une scène digne d'anthologie, lorsqu'on demande à Bob Gratton de décliner son identité, il répond avec sa verve légendaire: «Moé, chus un Canadien québécois. Un Français canadien-français. Un Américain du Nord français. Un francophone, québécois canadien. Un Québécois d'expression française, française», et ainsi de suite.

Samedi soir, sur les plaines d'Abraham, il y avait plus de 100 000 Elvis Gratton. Le débat ne portait pas sur la question de savoir si les fans de Metallica sont des «Américains du Nord français», etc., mais sur la question de savoir qui sont les véritables amateurs du

groupe-culte de San Francisco. Bon nombre, en effet, se sont plaints de n'avoir pu assister au spectacle puisque le site était rempli à pleine capacité. Frustrés, ces fidèles accusèrent les «matantes» et les «monocles» qui assistèrent au spectacle. Pourtant, à l'âge qu'ont les membres du groupe, en sortant les matantes et les monocles du site, il aurait également fallu interdire au groupe lui-même de s'exécuter!

S'il fallait mettre à jour Elvis Gratton, il faudrait aujourd'hui concevoir un fan typique de Metallica. Baptisons-le «James Gratton» — pour James Hetfield, le chanteur et guitariste du groupe californien. On peut bien traiter Elvis Gratton de «gros crisse de cave», mais alors les James Gratton de ce monde ne voient pas la poutre dans leur propre œil. De quoi faire en sorte que Falardeau se retourne dans sa tombe. En tout cas, mieux que tous les sondages, des événements comme ceux-là laissent profondément perplexes sur la volonté des Québécois de sortir de leur aliénation nationale. On risque de se faire rétorquer hargneusement par un James Gratton: «Think big, stiel!»

Jean Laberge

Montréal, le 18 juillet 2011

Passe-moi le PUQ

Si j'écris cette lettre, c'est que je crois qu'il est temps de mettre de côté nos différends. Je pensais à Dédé Fortin quand il chantait «Passe-moi le puck pis tu vas voir que je peux scorer». J'en appelle à tous les souverainistes pour s'unifier sous une bannière unique. Je parle ici du Parti unifié du Québec. Peu importe la tendance avec laquelle vous vous

sentez des affinités. Je trouve inconcevable qu'il y ait autant de partis et mouvement disparates qui veulent tous la même chose. Faisons une fois pour toute l'indépendance, et après décidons ce que nous voulons. Peu importe le parti. Laissons aller le défi à relever. Je fais appel à tous les partis. Le PQ, l'ADQ, le PI et QS. Vous vous réclamez tous du défi de l'indépendance, mais vous ne semblez pas capables de joindre vos voix pour un but ultime. Il est temps de créer un vrai parti rassembleur sur un simple vocable. Le PUQ. Après l'indépendance, chacun pourra défendre ses idées. Il n'y aura plus de droite ou de gauche. Il y aura la pluralité des idées. Enfin, les Québécois pourront décider ce qu'ils veulent comme société. Je vous en supplie. Faites l'unité dans cette société qui se laisse mourir. J'écris cette lettre à tous les dirigeants des partis qui ont à cœur l'avenir du Québec. Cessez vos guerres intestines et puériles. Unissez-vous sous une seule bannière.

Et, surtout, ne choisissez pas le dogmatisme. Soyez prêt à saborder vos propres partis pour créer un parti unifié. Appelez-vous Bourgault. Appelez-vous les Chevaliers de l'indépendance. Appelez-vous!

Le Parti québécois est né de ces mouvements. Il est temps de créer un nouveau parti inclusif qui sera prêt à accueillir tous les souverainistes en son sein.

Une fois l'indépendance réalisée, les gens décideront de ce qu'ils veulent faire de ce pays. Peu importe la tendance, le peuple aura choisi.

Je pense encore à Dédé. Passe-moi le PUQ.

Renaud Guénette

Le 16 juillet 2011

L I B R E O P I N I O N

Trop tard?

MARCEL LAPOINTE

Saguenay

Au cours du vingtième siècle, le monde s'est automutilé comme jamais auparavant et il se retrouve maintenant contraint de gérer l'irréparable. Selon de récents rapports du GIEC et de l'OCDE, il est déjà trop tard pour penser revenir en arrière et redonner à notre planète sa santé de jadis. Les échéances annoncées quant aux changements climatiques sont continuellement révisées à la baisse. S'il existe des moyens pour mettre un frein à son agonie, on attend toujours les actions précises des puissants de ce monde, qui persistent à vérifier l'heure sur une horloge arrêtée.

Malgré les efforts de gens de bonne volonté, que ce soit en matière de protection de l'environnement, d'économie sociale, de microcrédit ou de financement responsable pour améliorer les conditions de vie des humains, force est de constater que, sans un changement radical de nos pratiques de consommation, nous allons droit dans le mur. À la suite de la dernière crise économique, les promesses non tenues des hauts dirigeants politiques et financiers de ce monde, pour mettre de l'ordre dans l'économie et la finance, ne font que confirmer davantage le point de rupture.

Les ressources non renouvelables s'épuisent à un rythme effréné. Il n'y a qu'à penser aux déserts qui s'agrandissent et aux sécheresses conséquentes, laissant des populations entières dans un état inimaginable de désespoir et de délabrement. La monoculture, qui ne profite qu'à une minorité, occupe

une place grandissante sur des terres hier encore fertiles à la culture de la variété. Des multinationales qui fabriquent des OGM, comme Monsanto, favorisent, par leurs monocultures intensives, l'apparition de mauvaises herbes de plus en plus résistantes. Sélection naturelle? Les requins de la finance s'en balancent comme de leur dernière chemise.

Au cours des années trente, le capitaliste Henry Ford, magnat de l'industrie automobile qui voulait mettre sur le marché une voiture propulsée à l'éthanol, s'est fait damer le pion par le non moins capitaliste John Rockefeller, magnat du pétrole qui a réussi à faire adopter une loi interdisant la fabrication de l'éthanol. Et tant pis pour les beaux principes capitalistes voulant que l'économie soit régulée selon l'offre et la demande, sans intervention de l'État.

Quel serait l'état de la planète aujourd'hui si un marché comme celui de l'éthanol, combustible de source végétale renouvelable, avait pu créer, au cours du vingtième siècle, un sain équilibre avec celui du pétrole, une source d'énergie non renouvelable? Sûrement qu'il y aurait moins de gaz à effet de serre et que des réserves de pétrole seraient encore disponibles pour les générations futures.

Qui aura le dernier mot?

Le foisonnement des marchés de la drogue, des armes, de la prostitution à grande échelle et de la vente d'enfants engendre une violence telle que les gouvernements de droite, de plus en plus présents, s'autorisent à engager davantage d'argent du peuple

dans les sphères de la sécurité et de l'armée. Les dettes souveraines devenues incontrôlables sont en train de détruire le tissu social des pays affectés, engendrant de plus en plus de laissés-pour-compte.

Des peuples se battent entre eux pour obtenir leur part des ressources qui seront de moins en moins disponibles. Ici, c'est le Nord rapproché et le Grand Nord qui sont devenus des objets de convoitise de la part d'investisseurs insatiables et de pays, comme la Russie, les États-Unis, la Norvège et le Danemark, qui réclament leur part des dernières ressources de la planète encore inexploitées.

Au Québec, la découverte des gaz de schiste, une ressource non renouvelable, suscite un important débat de société entre les tenants de son exploitation à tout prix et ceux qui voudraient que cette ressource demeure là où elle est et constitue, éventuellement, une part d'héritage à laisser aux générations futures. Qui aura le dernier mot?

L'hydroélectricité mise à part, l'éolien, l'énergie solaire, la biomasse et la biométhanisation sont autant de sources d'énergie renouvelables et peu polluantes, contrairement au pétrole et au charbon. Ces ressources ne demandent qu'à être exploitées par les Québécois. Gaz de schiste ou sources d'énergie renouvelables? Les Québécois ont encore le loisir de décider. Mais le bon choix serait de commencer d'abord par mettre au pouvoir des femmes et des hommes dotés d'une vision axée sur le développement durable, qui travailleront résolument à la mise en place de sources d'énergie non polluantes et sécuritaires.



SERGE TRUFFAUT

IDÉES

FRANCO-ONTARIENS

Notre avenir n'est pas menacé, M. Duceppe!

MADELEINE MEILLEUR

Ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario

Monsieur Gilles Duceppe, Je tiens à réagir aux propos que vous avez récemment tenus à l'émission *24 heures en 60 minutes*, sur les ondes de Radio-Canada, au sujet de l'assimilation des francophones hors Québec. Ceux-ci m'ont rappelé à quel point la réalité franco-ontarienne, celle qui se vit en 2011, gagne à être connue et reconnue. Je m'adresse aujourd'hui particulièrement à nos amis et voisins québécois afin de leur dire que les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens ont un présent et un avenir bien plus attrayants que vous ne le prétendez.

Voilà 400 ans que les francophones sont présents en Ontario. Aujourd'hui, le fait français a pris toute sa place en Ontario. Selon le recensement fait en 2006 par Statistique Canada, la communauté francophone de l'Ontario est composée de 582 690 personnes, soit 4,8 % de la population totale de la province. Ce taux n'a fait qu'augmenter depuis 1991. Depuis ma nomination comme ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario en 2003, je me suis engagée à assurer l'épanouissement de la communauté franco-ontarienne sur les plans social, culturel, économique et politique. Élément-clé de ce développement, les francophones de l'Ontario ont accès à l'éducation en langue française de la maternelle au niveau postsecondaire.

Pour l'année scolaire 2009-2010, les 12 conseils scolaires de langue française ont obtenu un financement de 1,21 milliard de dollars, soit le plus gros montant jamais consacré par la province à l'éducation en langue française. Par ailleurs, depuis 2003-2004, le ministère de la Formation, des Collèges et des Universités de l'Ontario a investi plus de 500 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 64 % sur 8 ans.

De plus, selon une étude réalisée par l'Institut de la statistique du Québec en février 2010, le taux d'obtention d'un diplôme universitaire est plus élevé chez les Franco-Ontariens que chez les Anglo-Ontariens et les Franco-Québécois. Il ne faut pas oublier qu'un grand nombre de Québécois choisissent de poursuivre leurs études en français dans l'un de nos trois collèges francophones ou l'une de nos six universités francophones ou bilingues, reconnaissant ainsi la qualité de l'enseignement postsecondaire prodigué ici. D'ailleurs,



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Gilles Duceppe a déclaré le 22 juin que «[s]i les Québécois et Québécoises ne bougent pas, d'ici 15 ans, inévitablement, on sera sur la même pente que les Franco-Canadiens et les Acadiens. C'est une assimilation fulgurante. On ne peut pas se cacher la vérité.»

le journal *Le Droit* relatait récemment les cas de résidents de l'Outaouais qui se voyaient refuser un emploi au sein du gouvernement du Québec pour avoir étudié en français en Ontario.

Des lois qui protègent

En 1984, la Loi sur les tribunaux judiciaires a reconnu le statut officiel du français dans les cours provinciales de l'Ontario. De plus, la Loi sur les services en français, adoptée en 1986, reconnaît l'apport du patrimoine francophone et garantit au public le droit de recevoir des services gouvernementaux en français dans 25 régions désignées de la province. Le Commissariat aux services en français, que nous avons créé en 2007, y veille. De plus, TFO Groupe Média, disponible aussi au Québec, au Nouveau Brunswick et au Manitoba, a obtenu sa pleine autonomie en

2008 et est une institution-phare pour la francophonie ontarienne.

Comme vous pouvez le constater, les Franco-Ontariens vivent un présent à leur image et, chaque jour, mettent l'accent sur leur avenir en se mobilisant au sein de centaines d'organismes et d'associations qui font la promotion de leurs droits, de leur culture et de leur identité.

Ainsi, l'Ontario français fête son identité à travers des célébrations telles que celles du 25 septembre, Jour officiel des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes, et grâce à de nombreux festivals permettant d'apprécier la culture franco-ontarienne et la maturité de personnalités et d'artistes comme Daniel Poliquin, Damien Robitaille, Andrea Lindsay et Véronique DiCaire. Il me ferait plaisir de vous inviter à participer aux prochaines éditions du Festival franco-ontarien d'Ottawa, de

la Franco-Fête de Toronto et du Salon du livre de Sudbury, entre autres.

Forts de leurs progrès constants, les francophones de l'Ontario envisagent certes leur avenir avec bien plus d'optimisme que vous. Appuyés par leurs amis du Québec, du Canada et de tous les pays francophones, ils se joignent à moi et à tous les Ontariens pour vous dire que les français, ici en Ontario, est bien vivant et en bonne santé.

Le slogan de la province de l'Ontario est *Tant à découvrir*, et je souhaite donc que ma démarche favorise une meilleure connaissance de l'Ontario et de la francophonie ontarienne afin d'engendrer des rapprochements significatifs et porteurs entre les francophones de l'Ontario, du Québec et du Canada.

Je vous offre, monsieur Duceppe, mes salutations distinguées.

Coalition pour l'avenir du Québec

L'échec assuré pour ce modèle de gouvernance

PIERRE-ANDRÉ JULIEN

Économiste à l'Institut de recherche sur les PME de l'UQTR

Le programme de gouvernement que la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) est en train d'élaborer peut sembler, à première vue, suffisamment nouveau pour attirer l'attention, sinon l'adhésion, d'un bon nombre de citoyens. Il repose pourtant sur un modèle de gouvernance qui est déjà dépassé et qui ne fera aucunement avancer le Québec.

Ce modèle est basé sur l'atteinte d'objectifs mesurables annuellement ou infra-annuellement pour les services gouvernementaux. Il postule, en particulier dans ceux qui relèvent de l'éducation et de la santé, qu'en récompensant financièrement les enseignants et les médecins (et, je suppose, les infirmières) qui atteignent ces objectifs et en jugeant les autres, il pourra rendre plus efficiente, sinon plus efficace, la machine gouvernementale qui semble tourner à vide avec le gouvernement actuel, comme le démontre à nouveau le dernier rapport de l'Association médicale canadienne (AMC) sur l'accès aux soins, qui situe le Québec au dernier rang des provinces.

En d'autres termes, pour améliorer la performance dans les écoles, il suffira de donner une prime aux professeurs qui atteindront leurs cibles. De même, si les revenus des médecins sont liés au nombre de patients rencontrés, lesdits médecins devraient en voir davantage, ce qui diminuerait ainsi les temps d'attente et multiplierait le nombre de citoyens ayant un médecin de famille.

Modèle Burnham

Or ce modèle représente tout simplement l'application, avec quelques aménagements, de la direction par objectifs de Burnham, qui a été développée dans l'entre-deux-guerres pour les grandes entreprises. Il requiert que les objectifs généraux, déterminés par la direction à partir d'une analyse stratégique de l'environnement concurrentiel et de la compétitivité de l'organisation, soient divisés en tranches pour chaque service, chaque équipe, sinon chaque employé.

Il présume que l'environnement est largement prévisible et analysable. Il comprend aussi le re-

cours à des méthodes pour stimuler les troupes. Ces dernières sont évaluables quantitativement, comme lorsqu'il s'agit de viser un nombre de produits par heure et par employé ou l'atteinte d'une croissance mensuelle des ventes pour le personnel de commercialisation, avec des primes individuelles ou par équipe. Enfin, chaque équipe est sous la gouverne d'un cadre, lui-même lié à un cadre supérieur, jusqu'à la direction qui prépare les plans et vérifie régulièrement leur application.

Ce modèle de gouvernance repose sur une rationalité procédurale: pour chaque problème, il existe une personne ayant pour tâche de le résoudre en appliquant des techniques de décision fondées sur une procédure analytique qui conduit à la meilleure solution. Ces techniques mobilisent des compétences, des ressources et des outils mis à la disposition des cellules de l'organisation. Ce qui permet d'atteindre l'efficacité (l'accomplissement des objectifs), voire l'efficience (le meilleur rapport entre les résultats obtenus et les moyens mis en œuvre pour y parvenir).

Cette gouvernance est finalement une autre façon d'appliquer le principe de la carotte et du bâton, la carotte étant les «récompenses» et le bâton étant des bons ou des mauvais points justifiant ou non les primes ou même menant au licenciement.

Illusion managériale

Déjà, on sait que ce modèle est inopérant même dans le secteur privé quand la production requiert l'intelligence du personnel, comme dans les entreprises technologiques. Mais il ne fonctionne pas mieux dans celles qui ont compris que, pour soutenir la concurrence internationale, il faut se distinguer en innovant systématiquement pour tous les éléments de la chaîne de valeurs, innovation qui ne peut venir que de la participation du personnel. Ce qui suppose un échange systématique d'information, une formation régulière et une reconnaissance aussi organisationnelle, en particulier par le recours à leur savoir et à leur sens de l'initiative.

Mais les limites de cette *doxa* managériale sont encore plus fortes dans les services publics, où son application, pourtant en vigueur un peu partout et poussée encore plus par le pro-

gramme de Legault et Sirois, relève d'une illusion managériale, puisque la mesure de performance ne peut être que qualitative et évaluée à long terme. Elle requiert la participation majeure des professeurs, des médecins et des infirmières dans leurs relations avec chaque élève ou patient pour en comprendre les besoins nécessairement spécifiques.

Ces derniers requièrent une attention perspicace évoluant avec chaque élève ou chaque patient selon leur progrès. Cette participation nécessite aussi des directives qui doivent être vues comme légitimes et cohérentes par rapport aux valeurs propres de leur communauté d'appartenance (les collègues de travail, les syndicats de professeurs, l'Ordre des infirmières, le Collège des médecins, etc.), mais aussi aux valeurs identitaires de nature idéologique concernant le bien, le juste, l'équitable. Ces dernières supposent des questions, par exemple, sur le nombre maximal d'élèves avec un handicap dans une classe «normale» pour que celle-ci continue à fonctionner, ou sur l'ampleur avec laquelle on doit continuer à intervenir auprès des patients très âgés et en mauvaise santé.

Degré de satisfaction

La qualité de la relation entre un professeur et ses élèves ou entre un médecin, une infirmière et leurs patients ne peut être ainsi mesurée qu'avec le temps: par exemple, l'élève a-t-il suffisamment progressé pour être capable de franchir une nouvelle étape? Les changements dans le mode de vie du patient permettent-ils de maximiser les traitements recommandés? Cette qualité requiert un calcul non pas d'efficacité ou d'efficacité, mais d'effectivité, soit le degré de satisfaction non seulement des élèves ou des patients, mais aussi du personnel de l'organisation en fonction des résultats en bonne partie subjectifs atteints, satisfaction permettant d'augmenter l'attention envers ceux-là.

Cette effectivité doit être aussi saisie au plan collectif, à partir du «climat» de travail et de la «culture organisationnelle» favorisant la participation. En d'autres mots, la mesure d'effectivité du professeur ne peut être faite sans tenir compte de la disponibilité temporelle, du nombre et du type d'élèves, des ressources fournies par la commission scolaire, de la participation des parents...

Il en est de même pour les médecins où, comme le dit le D^r Trudeau, de l'AMC, «plus on passe du temps avec la personne, plus elle s'approprie les soins. Elle devient alors un partenaire... et requiert moins de soins de santé par la suite». Rappelons que ce modèle de décentralisation et de responsabilité existait dans les années 1970-80, avant l'implantation du modèle de gouvernance technocratique et centralisée que la CAQ veut accentuer.

Ajoutons que, même dans le secteur privé, la direction finit par comprendre qu'elle doit tenir compte des contre-pouvoirs qui se manifestent sous la forme de résistances, de refus, d'un roulement du personnel, de malfaçons et même de suicides en série, comme on le voit chez France Telecom.

Empirer les choses

La gouvernance de Legault et Sirois, si elle peut s'appliquer dans une compagnie aérienne ou dans une firme d'investissement (et encore, quand on connaît la médiocrité du service chez la plupart des firmes aériennes ou quand on comprend que les entreprises financières sont les premières responsables de la récession de 2008...), ne peut qu'empirer les choses au plan des services publics, comme on le voit avec le gouvernement Charest, qui vient encore d'augmenter la rémunération des médecins spécialistes et des généralistes sans que la population en connaisse le niveau et en sente les effets positifs.

Et c'est encore plus vrai avec la rémunération complémentaire scandaleuse de 60 000 \$ par année qui est accordée aux médecins généralistes pour prétendument surveiller le travail de ce qu'on appelle les superinfirmières payées aussi 60 000 \$, et qui n'aura aucun effet sur notre santé. Rappelons aussi que l'exemple du modèle français en santé — qui, malgré ses limites, est considéré comme l'un des meilleurs au monde — repose avant tout sur le fait que la majorité des médecins sont salariés et donc peuvent prendre le temps d'écouter les patients, de discuter des modes de vie et d'offrir des traitements qui ne se limitent pas aux médicaments.

Bref, cette gouvernance annoncée par la CAQ ne peut qu'empirer les choses en éducation et en santé, et probablement dans les autres services publics.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Madeleine Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Frédéric Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Étienne Plamondon-Emond (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ: Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desziel, Amel Elhann, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

IROQUOISIE

SUIITE DE LA PAGE 1

Tammy Beauvais fabrique par exemple des étoiles de graduation, pour les autochtones diplômés, ornées du symbole de la Confédération des six nations iroquoises: quatre anneaux réunis par un losange. «Je fais des vêtements pour les écoles de tous les niveaux, du préscolaire à l'université», dit-elle.

Pourquoi quatre anneaux alors qu'il y a six nations? «Parce qu'à l'origine la Confédération se voulait ouverte à la venue d'autres nations», explique-t-elle. Mais il est peu probable que d'autres nations s'ajoutent à la Confédération aujourd'hui. «Maintenant, nous avons tellement de travail simplement à préserver notre identité que je ne crois pas que nous soyons capables d'accueillir de nouvelles nations», dit-elle.

Traditions vivantes

La Confédération des six nations iroquoises regroupe donc les six nations mohawk, seneca, cayuga, onadaga, onaida, tuscarora, au Québec, en Ontario et aux États-Unis. Les Tuscaroras, qu'on retrouve en Caroline du Nord, se sont joints à la Confédération iroquoise après le contact avec les Blancs.

Mais, selon Tammy Beauvais, les traditions ne sont pas aussi éteintes qu'on le croit, même tout près de Montréal, à Kahnawake.

«Nous célébrons treize cérémonies par année, pour célébrer le cycle du temps. Le nouvel an, au mois de janvier, dont la date est établie en fonction de la position des étoiles, mais aussi l'arrivée du sirop d'érable, celle des petits fruits, par les fraises, par exemple, ou l'arrivée des haricots ou du maïs. Cela a beaucoup à voir avec la nourriture, mais aussi avec la médecine, nous célébrons les plantes médicinales, au printemps», dit-elle.

Selon Tammy Beauvais, de plus en plus de Mohawks se rendent à ces cérémonies aujourd'hui. «Je crois que de moins en moins de personnes vont à la messe et de plus en plus de personnes vont à ces cérémonies traditionnelles.»

Ces cérémonies ne sont d'ailleurs pas ouvertes au public ou aux touristes.

«Ce sont des événements très privés.»

Tammy Beauvais a donc commencé à coudre ces vêtements traditionnels, que les Mohawks ne veulent pas appeler des «costumes», dès l'âge de 13 ans. Et elle amorce alors ses recherches sur la culture traditionnelle iroquoise.

«Je crois que, à cause de la situation géographique de Kahnawake, nous avons perdu beaucoup de notre culture. Plus que d'autres communautés plus isolées, plus qu'Akwesasne, par exemple. Comme nous sommes près de l'eau, nous avons probablement été l'une des premières nations autochtones à être en contact avec les Blancs», dit-elle.

Dans la mythologie iroquoise, la création du monde arrive avec une femme enceinte, nichée dans le monde des cieux, qui, en raison de sa grossesse, a une envie folle de nourriture nouvelle. C'est en fouillant le sol à la recherche de cette nourriture qu'elle traverse le dôme du ciel et tombe dans l'océan, avant de se retrouver sur le dos d'une tortue, sur laquelle se développera la terre.

Tammy Beauvais elle-même dit provenir du clan de la tortue, l'appartenance clanique se transmettant chez les autochtones par la mère.

«Beaucoup de personnes n'ont pas de clan, parce que leur père, qui pouvait avoir une appartenance clanique, a épousé une femme qui n'en avait pas. Le père ne peut pas transmettre l'appartenance clanique», dit-elle.

Des symboles

Plusieurs vêtements confectionnés par Tammy Beauvais sont donc décorés de tortues, tandis que d'autres portent le symbole du traité signé avec George Washington ou que d'autres encore évoquent l'ours et ses griffes.

«Pas besoin d'être du clan de l'ours pour porter ces vêtements!», dit-elle. Ce sont d'ailleurs des vêtements modernes que Tammy Beauvais est intéressée à confectionner. «Avec juste une subtile petite touche iroquoise», dit-elle. «J'aime les vêtements parce qu'ils ne sont menaçants pour personne.»

Plusieurs de ses vestes portent aussi le symbole de la plume, très prisé chez les Cris et les Ojibways, parmi lesquels Tammy Beauvais a beaucoup vécu, entre autres au Manitoba.

«Le centre de la plume indique une forme de destin, tandis que les poils de la plume représentent toutes les décisions que nous prenons, bonnes ou mauvaises», dit-elle.

Le jour de notre rencontre, Tammy Beauvais se préparait activement aux pow-wows mohawks de Kahnawake et de Kanesatake. Elle vend également ses créations dans différentes conférences et aimerait ouvrir son marché au grand public.

«Mais le gros de ma clientèle demeure autochtone, et c'est bien comme ça», dit-elle.

Le Devoir

■ Pour en savoir plus sur les créations de Tammy Beauvais: <https://www.tammybeauvais.com>

Précision

Le titre «Pas de profilage politique à Montréal» qui accompagnait le texte de M. Francis Dupuis-Déri paru en page Idées du lundi 18 juillet devait être compris comme signalant un refus du profilage politique, ainsi que l'établissent clairement le texte, et non comme une affirmation que ce profilage n'existe pas. Nos excuses pour l'impression d'ambiguïté que ce titre a pu causer.

OTTAWA

SUIITE DE LA PAGE 1

groupes, cela entraînera leur fermeture. C'est le cas du Conseil des ressources humaines du secteur culturel, qui pense déjà à son «héritage». Ce groupe de sept employés apprend aux artistes, souvent des travailleurs autonomes, à développer des talents de gestionnaire. «Nous avons par exemple lancé le document L'art de gérer sa carrière pour aider les artistes de toutes les disciplines à développer leur côté entreprise», explique la directrice générale, Susan Annis. «C'est lorsqu'ils veulent lancer leur propre entreprise que les artistes ont besoin d'une formation.»

Au total, le groupe perdra deux millions de dollars, soit la quasi-totalité de son budget. «Dans certains secteurs de plus grandes industries comme les voitures, ils ont des gros joueurs qui seront peut-être capables de continuer à subventionner ces activités, mais nous, ce n'est pas le cas.» Outre les conseils sectoriels plus «sociaux» en arts ou en services de garde, il y a aussi ceux des secteurs de l'alimentation, du camionnage, du tourisme, du plastique, de l'automobile ou encore du pétrole.

«Nouvelle approche»

Publiquement, l'annonce a été enrobée dans un langage mielleux. Dans le communiqué annonçant «l'adoption d'une nouvelle approche pour

À la défense du studio Wapikoni mobile

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Plusieurs voix se sont élevées hier pour demander à la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, Diane Finley, de revenir sur sa décision de couper les vivres au Wapikoni mobile, le studio ambulant de création audiovisuelle et musicale.

Parmi elles, le NPD exhorte Mme Finlay à annuler la décision de ne pas renouveler la subvention de près de 500 000 dollars versée à l'organisme voué à offrir aux jeunes des Premières Nations du Québec l'occasion de s'exprimer au moyen d'œuvres vidéo et musicales. «Cette décision, annoncée du jour au lendemain, ampute l'organisme à but non lucratif du cœur de son budget et remet en cause toute la tournée qui devait être faite cette année dans douze communautés autochtones, où les jeunes attendaient la venue du studio mobile», a déclaré la porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement des compétences, Marjolaine Boutin-Sweet.

Du côté du gouvernement du Québec, le ministre responsable des Affaires autochtones, Geoffrey Kelley, a sollicité l'aide de son homologue fédéral, John Duncan, afin «que le financement du fédé-

ral soit au rendez-vous, au moins cette année», nulle part est-il écrit que le programme est aboli. «Une meilleure concordance entre les compétences et les besoins du marché assurera la prospérité future du Canada», est-il plutôt écrit. La «nouvelle approche» n'est pas explicitée.

Les groupes ont compris ce que ce communiqué signifiait parce qu'il était, pour eux, accompagné d'une lettre leur annonçant la fin de leur financement. Le Devoir a communiqué avec six de ces groupes. Tous étaient réticents à commenter la décision, puisqu'ils doivent rencontrer cette semaine des représentants du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences. Jean Rivard, du Conseil des ressources humaines de l'industrie du vêtement, basé à Montréal, se dit en «total état de choc», mais il attend sa rencontre de demain pour en dire davantage.

Le ministère des Ressources humaines n'avait pas répondu à notre requête au moment de mettre sous presse. On ignore la valeur totale des coupes, mais, à lui seul, le financement de base des 35 groupes totalise un peu plus de 17 millions de dollars. Le ministère a été soumis à l'examen stratégique de 2010. Il doit trouver 81 millions de dollars à retrancher de ses dépenses dès cette année, 141 millions l'année prochaine et 274 l'année suivante, ce qui en fait le ministère le plus durement touché en 2010.

Le Devoir

ral soit au rendez-vous, au moins cette année».

M. Kelley a dénoncé le fait que la «réponse négative, que personne n'attendait», a été dévoilée à la fin de juin, alors que le Wapikoni mobile avait déjà donné le coup d'envoi de sa saison d'activités. «Dans ces circonstances, c'était vraiment un choc. [...] Le fédéral, avec ses responsabilités envers les autochtones au Québec, a tout intérêt à participer à ce programme.»

Québec pourrait «très difficilement» combler le manque à gagner de près de 500 000 dollars de l'organisme dirigé par la cinéaste Manon Barbeau, a indiqué M. Kelley.

Le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) a fait valoir, hier, que le programme Connexion compétences, dont bénéficiait le Wapikoni mobile, est «très populaire». «RHDC n'a pas retenu le projet de Wapikoni comme bénéficiaire d'un financement du programme Connexion compétences, puisque d'autres projets répondaient mieux à l'objectif du programme, c'est-à-dire amener les jeunes à acquérir la vaste gamme de compétences et d'expériences de travail nécessaires pour participer au marché du travail», a fait savoir le ministère.

Le Devoir



VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

Kate Anglehart avait trouvé, dans son loft du 780, rue Saint-Rémi, l'endroit idéal pour exercer son art.

BÉTON

SUIITE DE LA PAGE 1

qu'elle préfère se dire «artiste corporelle», occupe un des lofts de l'extrémité nord du 780, Saint-Rémi, le 140, avec vue directe sur l'autoroute 720.

Arrivée dans le bâtiment en 2008, elle a d'abord occupé le loft 158 pendant deux ans, avant d'emménager au 140, plus spacieux et plus lumineux. «Deux semaines après mon arrivée, j'ai entendu les premières rumeurs sur la destruction du bâtiment. À l'époque, on disait que ça pourrait être très long et que peut-être ça ne se ferait pas.»

Toute cette histoire a un air de déjà vu pour Kate Anglehart, qui a précédemment perdu les locaux de ses deux premières boutiques de tatouage à Verdun. «La madame est tannée», confie-t-elle dans un demi-sourire. Son arrivée au 780 lui a permis de reprendre les affaires, mais cette fois comme travailleuse autonome à domicile.

Pour elle, l'endroit est idéal: un espace de vie au rez-de-chaussée, un salon de tatouage installé en haut de la vaste mezzanine et un atelier de peinture perché sur une plateforme à l'autre bout de la pièce, le tout

baigné par la lumière naturelle et bercé par le trafic.

«C'est un peu plus dur de trouver des clients à domicile. Je fonctionne par bouche-à-oreille ou par référence, parce que je ne veux pas prendre le risque de voir n'importe qui entrer chez moi.» Plusieurs de ses clients sont d'ailleurs des résidents du 780. «Je connais du monde à chaque étage, c'est comme une petite communauté. On se sent en sécurité ici.»

Depuis les derniers mois, cependant, les expulsions occupent le cœur des discussions entre résidents. «On en parle entre nous, on en parle avec les gens de l'extérieur et en plus on le vit.» Pour l'instant, elle reste dans le flou quant à sa date de départ et au montant de son indemnisation, mais elle reste bien déterminée à profiter de son espace le plus longtemps possible.

«Je ne suis pas pressée tant que ça de déménager. Avant de partir, j'aimerais organiser une ou deux expositions ici.»

Le Devoir

► ledevoir.com

Rendez-vous sur notre site Internet pour visionner photos et vidéos de la série. www.ledavoir.com/expropries-de-turcot

CAMERON

SUIITE DE LA PAGE 1

un parallèle entre, d'une part, les liens entre la police et Neil Wallis, ex-rédacteur en chef adjoint de *News of the World*, et, d'autre part, la relation entre Cameron et Andy Coulson, également un ancien dirigeant du défunt tabloïd et embauché comme responsable de la communication du premier ministre en mai 2007.

Interrogé sur ce parallèle, Cameron a répondu: «La situation dans les services de police est vraiment sensiblement différente de la situation au gouvernement, notamment parce que les questions dont traite la police [...] ont un impact direct sur la confiance de la population envers l'enquête de police contre *News of the World*, et finalement envers la police elle-même.»

David Cameron est un ami de Rebekah Brooks et était déjà accusé d'une trop grande proximité avec Rupert Murdoch.

Autre démission à Scotland Yard

Le scandale des écoutes de *News of the World* a fait hier une nouvelle victime au sein de la police métropolitaine. Scotland Yard a annoncé la démission de John Yates, responsable de la cellule antiterroriste, qui avait décidé en 2009 de ne pas rouvrir l'enquête sur cette affaire malgré les 11 000 pages de preuves à la disposition de la police.

Le chef de la police de Londres, Paul Stephenson, avait démissionné la veille en raison des soupçons de corruption au sein de la police et de la légèreté des enquêtes sur les accusations d'écoutes illégales portées dès 2005.

Murdoch, 80 ans, est convoqué devant les dix députés de la commission des médias à la Chambre des communes, en compagnie de son fils James, 38 ans, et de Brooks, 43 ans.

Les Murdoch avaient dans un premier temps décliné l'invitation, avant de se raviser devant l'ampleur prise par l'affaire.

Un ancien reporter de *News of the World*, Sean Hoare, retrouvé mort à son domicile hier, avait déclaré l'an dernier au *New York Times* et à la BBC que l'ancien rédacteur en chef du tabloïd, Andy Coulson, devenu par la suite directeur des communications de David Cameron, était au courant des écoutes téléphoniques par son journal et qu'il avait signalé les faits à Scotland Yard, qui lui avait répondu qu'il n'y avait pas de preuves étayant ses accusations.

Aussitôt la mort du dénonciateur connue, la police a annoncé que les circonstances de son décès n'avaient jusqu'ici aucun caractère suspect.

Colère des Britanniques

Que Rupert Murdoch ait renoncé provisoirement à l'acquisition du bouquet de chaînes satellitaires BSKyB, fait disparaître *News of the World* et présenté des excuses dans la presse n'a pas suffi à éteindre la colère des Britanniques.

Les membres de la commission des médias comptent le soumettre à un feu roulant de questions aujourd'hui, de même que son fils et successeur présumé, James, et Rebekah Brooks.

La Grande-Bretagne devrait avoir les yeux rivés sur les chaînes d'information de la BBC et de Sky — dont News Corp est actionnaire — durant l'audition, qui sera retransmise en direct.

Cette audition sera l'occasion pour la classe politique britannique de mettre en scène sa rupture avec Murdoch, après avoir tenté durant des décennies de gagner le soutien de ses journaux.

«Je ne veux pas que nous les lynchions», a dit le conservateur John Wittingdale, président de la commission. «D'un autre côté, je ne veux pas qu'ils s'en sortent sans répondre précisément aux questions que nous avons», a-t-il dit à la BBC.

Une dizaine de parlementaires interrogeront le magnat et son fils dans une salle exiguë et surchauffée de la Portcullis House, une annexe du Parlement.

Seuls 50 journalistes ou citoyens pourront accéder à la salle. Ils devront arriver de bonne heure et jouer des coudes pour assister au spectacle.

Pour bon nombre de ses ennemis, Rupert Murdoch ne reçoit que la monnaie de sa pièce. La tempête médiatico-politique dans laquelle l'a plongé son défunt tabloïd leur apparaît comme un juste retour de manivelle pour celui qui faisait commerce des secrets des autres.

«Ils ont le sentiment que Murdoch a été le roi du monde pendant trop longtemps et qu'il était temps qu'on le ramène sur terre», dit Mungo MacCallum, journaliste politique, qui a travaillé pour l'un des journaux du baron australo-américain des médias, *The Australian*.

Les grands rivaux de l'empire News Corp, basé aux États-Unis, se gardent bien cependant de triompher publiquement. D'autres pourtant s'expriment, certains comparant la situation au Watergate, le scandale des écoutes téléphoniques qui força le président américain Richard Nixon à démissionner en 1974.

L'ampleur du scandale et la menace de poursuites judiciaires ont fait dégringoler News Corp de plusieurs milliards de dollars à la Bourse.

Rupert Murdoch devrait rester p.-d.g de News Corp pour le moment, puisqu'il contrôle 40 % des droits de vote à travers sa famille et que, selon des actionnaires mécontents, le conseil d'administration lui est acquis. Il reste aussi l'un des hommes les plus riches du monde, avec une fortune évaluée à 7,6 milliards de dollars par le magazine *Forbes* en mars — moins 13 % ces deux dernières semaines à cause de la Bourse.

Le Devoir

D'après Reuters, l'Agence France-Presse et l'Associated Press

LE DEVOIR

www.ledavoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause. Les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jeanne de Mirabel, Québec, division de Québecor Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Beaudry, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledavoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledavoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledavoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390